

REVUE DE PRESSE

Le 22 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence



Le docu de la semaine

Les superpouvoirs de la lecture

Lire a gardé l'autrice et journaliste Claudia Larochelle en vie. C'est ce qu'elle a dit, dans d'autres mots, dans une lettre ouverte à La Presse il y a quelques années. Ces paroles sont à la source de Lire pour vivre, documentaire présenté à Savoir Média où on s'intéresse aux impacts sociaux de la fréquentation des livres.

ALEXANDRE VIGNEAULT

La Presse

L'idée du documentaire a germé dans la tête de Michel Pelletier, réalisateur de l'émission *Claudia à la page*. Touché par la lettre ouverte lue dans *La Presse* dans laquelle, au-delà de son expérience personnelle, Claudia Larochelle plaidait pour une réelle prise en compte des bienfaits de la lecture, il a eu envie de creuser le sujet en sa compagnie.

Si Claudia Larochelle croit tant aux bienfaits de la lecture, c'est que les livres ont été sa bouée de sauvetage dans un moment creux de sa vie. Jeune adolescente, à 14 ans, elle a sombré dans une dépression, jusqu'à ne plus oser sortir de chez elle. Elle s'est réfugiée dans les livres. Cet épisode de sa vie est le point de départ de sa quête.

Devant la caméra de Michel Pelletier, l'autrice et journaliste parle de l'apprentissage de la lecture, du désintérêt pour les livres, de l'impact économique positif d'une meilleure littératie ou encore des dommages sociaux causés par l'analphabétisme. Claudia Larochelle s'intéresse aussi aux meilleurs moyens pour redonner le goût de la lecture.

« Je voulais embrasser large parce que je cherche des pistes de solution partout, à l'extérieur de l'école, notamment », dit-elle, en donnant l'exemple du rôle capital que peuvent jouer les bibliothèques publiques, où les bibliothécaires motivés peuvent devenir des allumeurs de réverbères.

Le plaisir de lire

Après avoir retrouvé l'enseignante qui lui a appris à lire et à écrire lorsqu'elle était enfant, l'autrice se retrouve devant un éloquent défenseur de la lecture : le romancier français Daniel Pennac, qui a publié il y a plus de 30 ans un fabuleux essai sur la lecture intitulé *Comme un roman*.

Son approche est celle du plaisir de lire. Avec sa verve habituelle, il rappelle ce moment magique où l'indéchiffrable commence à faire sens pour un enfant, cet émerveillement d'enfin savoir lire. « Après, ça se dégrade, regrette-t-il. Petit à petit, on va faire de cette lecture un devoir et, de ce devoir, une réponse évaluative. Le charme va se briser, jusqu'à disparaître. »

L'usage des livres dans l'enseignement occupe une part congrue du documentaire. Claudia Larochelle montre une enseignante qui sait mieux que d'autres comment utiliser la foisonnante littérature jeunesse pour intéresser les enfants. L'animatrice souligne aussi qu'il y a bien des professeurs qui n'aiment pas lire. « On ne peut pas tout demander au milieu scolaire non plus, estime-t-elle. C'est une affaire qui concerne aussi le foyer familial. »

Lire pour vivre réussit une chose pas si courante : parler de littérature et d'accès à la littérature, en évitant le snobisme. Claudia Larochelle s'assied devant des gens éloquents, dépourvus de condescendance, dont le propos est accessible.

Elle a voulu des « gens de cœur », pour éviter toute forme d'hermétisme et parler au plus grand nombre. Car la lecture concerne tout le monde.

Un retard à combler

Historiquement en retard, notamment en raison de la longue emprise de l'Église catholique sur la population, le Québec compte 53 % de citoyens possédant des compétences de lectures insuffisantes pour déchiffrer des textes complexes (le niveau 3 des compétences en littératie). L'atteindre est tout à fait possible pour le tiers (34 %) d'entre eux, qui sont déjà au niveau 2, souligne l'économiste Pierre Langlois.

Il rappelle aussi qu'un peuple qui lit mieux est plus instruit et en meilleure posture sur le plan économique. Les difficultés de lecture, en revanche, rendent la population moins apte à suivre les débats politiques et à participer à la vie citoyenne de manière éclairée. On le voit beaucoup sur les réseaux sociaux, souligne-t-il : en lisant les commentaires laissés par certains internautes à la suite d'un article, on se demande souvent s'ils en ont bien saisi les enjeux.

Lire pour vivre s'inquiète du peu de place qu'occupe la littérature dans la vie publique, souligne le préjugé défavorable envers les littéraires qu'entretient une partie

de la population, mais n'est pas catastrophiste pour autant. C'est un film empreint de générosité où de grands lecteurs font aussi partager leur passion.

L'actuel ministre de la Culture et des Communications, Mathieu Lacombe, est de ceux-là. Issu d'un milieu plus difficile, passé d'une famille d'accueil à une autre, il a, comme Claudia Larochelle, trouvé refuge dans les livres. Et y a puisé l'élan qui allait le propulser. « Si je suis ministre de la Culture aujourd'hui, c'est grâce aux livres. J'en suis sûr. »

Mardi, 18 h, sur Savoir Média

À LA UNE Langue

« C'est juste *inconvenient* pour moi » de parler français, lance un jeune

Des élèves de Vaudreuil-Dorion ne voient pas la nécessité de parler français entre les murs de leur école secondaire francophone. « Nous empêcher de parler la langue qu'on veut, c'est comme si tu nous empêchais de nous exprimer comme on veut. Si on veut parler anglais, ça change quoi ? »

Parmi les jeunes rencontrés par *Le Journal* à l'extérieur de l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes la semaine dernière, plusieurs ont affirmé comprendre pourquoi leurs profs exigeaient qu'ils parlent français dans leur cours de français.

Mais, dans les autres matières ou à l'extérieur de la classe, ils ne voient pas l'intérêt. Plusieurs sont tannés de se faire avertir.

« À l'extérieur des classes, ça gosse vraiment », lance Zack, un élève de cinquième secondaire.

Le français est sa langue maternelle, mais il parle en anglais avec ses amis parce que c'est la langue qui rejoint tout le monde, dit-il.

Pour d'autres, il est tout simplement « plus facile » de parler anglais parce qu'il y a moins d'accords avec les adjectifs et de conjugaison à faire, un avis partagé par des élèves qui ont appris le français ici, mais aussi par des jeunes dont le français est la langue maternelle.

« C'est juste *inconvenient* pour moi [de parler français], je suis plus habitué à l'anglais », lance un élève francophone de cinquième secondaire, qui parle en anglais parfois même à la maison, avec ses parents, dont le français est la langue maternelle.

Il fréquentera un cégep anglophone l'automne prochain, mais il admet qu'il aurait plus de facilité en français à l'école s'il le pratiquait plus souvent.

D'autres jeunes ne comprennent pas pourquoi ils se font avertir à l'école uniquement lorsqu'ils parlent en anglais, et non s'ils parlent arabe, russe ou espagnol.

« Pourquoi c'est correct de parler d'autres langues, mais ce n'est pas correct de parler en anglais ? C'est juste des langues », lance une élève de quatrième secondaire.

NÉE ICI, PLUS À L'AISE EN ANGLAIS

Quant à Zada, une élève de 16 ans d'origine asiatique qui est née ici, elle reconnaît que sa maîtrise du français s'effrite malgré tout son parcours dans le réseau scolaire francophone.

« Je ne suis pas entourée de gens qui parlent en français, donc mon français diminue. Je suis limitée maintenant dans ce que je peux dire en français, ça paraît vraiment que ce n'est pas ma langue maternelle. Il y a des mots que j'ai perdus parce que je ne pratique pas assez souvent le français », affirme-t-elle.

« Je comprends que le Québec est une province francophone et je veux y contribuer, mais en même temps je sais que personnellement, j'aurais vraiment de la difficulté à fréquenter un cégep francophone, avec toutes les exigences concernant la langue », ajoute-t-elle.

« RIDICULE »

Pour une autre élève francophone qui n'a pas voulu être identifiée, la langue de Taylor Swift est tout simplement devenue un incontournable.

« C'est un peu ridicule de nous empêcher de parler en anglais [à l'école], la plupart d'internet est tout en anglais, de toute façon, lance-t-elle. Et si tu ne connais pas l'anglais, surtout au Québec, tu es fait. Tu ne pourras pas avancer. »



**DAPHNÉE
DION-VIENS**
Le Journal de Québec

L'anglais partout dans cette école

A Vaudreuil-Dorion, des élèves le parlent en pleine classe dans leur école secondaire francophone

Au Québec, l'anglais se fait de plus en plus entendre dans les corridors de certaines écoles secondaires francophones et même en classe, ce qui force des enseignants préoccupés par la situation à sévir.

« C'est sans arrêt », laisse tomber Valérie Trolliet, qui enseigne l'histoire à l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes, à Vaudreuil-Dorion.

Le Journal révèle depuis samedi à quel point le français est en péril à l'extérieur du Québec, alors que des francophones ont du mal à vivre dans leur langue, notamment dans les écoles.

Or, il s'agit d'une réalité aussi présente dans des écoles secondaires québécoises, à Montréal, mais aussi dans des établissements de Vaudreuil-Dorion, à l'extérieur de la métropole.

« C'est nouveau depuis environ deux ans, je dirais, poursuit M^{me} Trolliet. Depuis qu'on est revenu à l'école à temps plein, après la COVID, nos élèves passent maintenant le seuil de notre porte et s'expriment en anglais, dans la classe. On essaie de contrer ça, mais c'est très, très difficile. Je n'y arrive pas. »

Un élève francophone de quatrième secondaire, qui a demandé l'anonymat, dénonce aussi la situation. « Quand j'étais en secondaire un, il n'y avait quasiment pas d'anglais, mais là, c'est de pire en pire. Dans tous mes cours, ça parle en anglais. [...] La plupart, ce sont des immigrants, mais il y a beaucoup, beaucoup de francophones qui parlent anglais entre eux, pour le fun », constate-t-il.

Avec la hausse de l'immigration dans cette région, les services en francisation sont nettement insuffisants, ce qui rend la situation encore plus préoccupante, dénonce M^{me} Trolliet (*voir autre texte au bas*).

DIFFICULTÉS

De passage dans cette école pendant l'heure du dîner la semaine dernière, *Le Journal* a pu constater que l'anglais se fait entendre dès qu'on y met les pieds : entre les rangées de casiers, dans les corridors, près des salles de bain, autour de la table de billard.

Plusieurs élèves nous ont indiqué qu'ils se font souvent avertir lorsqu'ils parlent anglais, sans trop comprendre pourquoi (*voir autre texte en page 4*). Or, pour bien maîtriser une langue, il faut la manier régulièrement, souligne Véronique Goyette, qui enseigne le français à la nouvelle école secondaire des Échos, qui a ouvert ses portes à la rentrée à Vaudreuil-Dorion.

« Je constate que même nos jeunes francophones ont de la difficulté avec les structures de phrase en français. Ils ne consomment pas non plus de culture en français et ne l'entendent pas assez souvent, donc il y a une perte », affirme-t-elle.

« SORTIR LE BÂTON »

Lasse d'intervenir auprès des élèves qui parlent en anglais dans ses cours de français, Véronique Goyette a commencé à les pénaliser, en leur enlevant des points dans leur note en communication orale, qui apparaît au bulletin.

Des enseignants de français de l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes ont aussi décidé de sévir en classe pour contrer l'anglais, ont rapporté des élèves.

« Je me suis dit qu'il était temps de sortir le bâton, raconte M^{me} Goyette. Je leur dis souvent : "mais si vous ne parlez pas français dans mon cours de français, quand allez-vous parler français alors ?" »

Connaissance des langues officielles à Vaudreuil-Dorion

DE 2016 À 2021

Proportion d'habitants qui ne parlent que l'anglais

10,1 % À 13,5 %

Proportion d'habitants qui ne parlent que le français

23,6 % À 19,0 %

Proportion d'habitants qui parlent français et anglais

65,4 % À 66,1 %

Proportion d'habitants qui ne parlent ni anglais ni français

1 % À 1,4 %

SOURCE : STATISTIQUE CANADA





Des services de francisation « insuffisants »

Des élèves issus de l'immigration fréquentant une école secondaire flamboyante à Vaudreuil-Dorion n'ont droit qu'à une période de francisation aux trois jours, un service « complètement insuffisant » qui contribue à l'anglicisation de leur école, déplorent des enseignants.

L'école secondaire des Échos a ouvert ses portes à la rentrée sans aucun service de francisation, en raison de « défis de recrutement », indique le Centre de services scolaire des Trois-Lacs.

Depuis novembre, des périodes de francisation sont maintenant offertes à une quarantaine d'élèves, à raison de deux à trois périodes sur un cycle de neuf jours pour la majorité d'entre eux. Ce sont des membres du personnel déjà en place qui s'en occupent, en surplus de leur tâche déjà complète, indique le Syndicat de l'enseignement des Seigneuries (SES).

Or, c'est loin d'être suffisant pour permettre à ces élèves d'apprendre correctement le français, surtout dans

une école où l'anglais est couramment parlé dans les corridors et en classe, affirment des enseignants.

La présidente du SES, Martine Dumas, réclame plutôt l'ouverture de classes d'accueil en bonne et due forme, où les élèves peuvent apprendre le français à temps plein avant d'être intégrés dans les cours réguliers. Il s'agit d'un modèle qui a fait ses preuves depuis des années au Centre de services scolaire de Montréal.

DEUX CLASSES AJOUTÉES

« On a un fort taux d'immigration dans la région, le portrait démographique a beaucoup changé. Les besoins augmentent d'année en année, mais les services n'ont pas suivi », déplore M^{me} Dumas.

A l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes, des élèves ont plutôt droit à huit périodes de francisation sur un cycle de neuf jours, mais même avec cette formule, les progrès demeurent lents, affirment des enseignants qui

estiment que le manque de services en francisation contribue à l'anglicisation de leur école.

De son côté, le Centre de services scolaire des Trois-Lacs indique que deux classes d'accueil ont été ouvertes cette année dans une autre école secondaire, à Pincourt, sous forme de projet-pilote.

« Nous évaluons actuellement la possibilité de mettre en place ce modèle dans d'autres écoles secondaires de notre centre de services », affirme sa porte-parole, Alexandra Desrochers.

Depuis neuf ans, le nombre d'élèves issus de l'immigration a pratiquement doublé dans ce centre de services scolaire.

L'anglais partout dans cette école



Un accident en chemin vers un camp

L'entraîneur du programme de baseball sport-études de Marie-Rivier doit subir une intervention chirurgicale

Un voyage de rêve prévu en Floride a viré au cauchemar pour de jeunes joueurs de baseball du Québec à la suite d'un accident impliquant l'autobus dans lequel ils prenaient place, dans la nuit de vendredi à samedi, aux États-Unis.

BENOÎT RIOUX
Le Journal de Montréal

Si les adolescents s'en tirent pour la plupart avec des maux de tête, l'entraîneur Yannick Powers, du programme sport-études des Riverains de Marie-Rivier, à Drummondville, a pour sa part été grièvement blessé. Il doit ainsi subir une intervention chirurgicale en raison d'une fracture à une jambe. Powers souffre également de fractures au niveau du visage, selon ce qu'a pu apprendre *Le Journal*.

«Le baseball devient secondaire dans les circonstances, a témoigné Mathieu Rochefort, entraîneur au programme sport-études des Spartiates de Fadette, à Saint-Hyacinthe, dont les jeunes faisaient aussi partie du périple. On va passer à travers, tout le monde ensemble, il y a une

solidarité qui s'installe lorsqu'arrive un événement comme celui-là.»

Dans le cas de Powers, qui était à l'avant du véhicule du côté droit au moment de l'impact, on assure que son moral va plutôt bien. On croit par ailleurs qu'il se remettra sur pied «dans un délai raisonnable», même s'il devra passer par une réhabilitation.

Par mesure de précaution, le voyage de baseball, qui prenait la forme d'un camp de perfectionnement d'une semaine en Floride, a été annulé. Les jeunes et leurs entraîneurs étaient ainsi sur le chemin du retour vers le Québec, hier matin.

«On a été plutôt chanceux, aucun jeune n'a dû être transporté à l'hôpital. On a toutefois consulté avec l'un d'entre eux pour des symptômes reliés à une commotion cérébrale, a précisé Rochefort. Quelques jeunes ont aussi des maux de tête, mais la situation est sous contrôle. Évidemment, il était hors de question d'aller jouer au baseball en Floride après l'accident.»

DANS LE FOSSÉ

L'accident est survenu un peu avant 3 h du matin en Virginie, tout près de la

frontière avec la Caroline du Nord. Dans des circonstances qui restent à préciser, l'autobus a quitté la route pour se retrouver dans un fossé, sur la voie de droite. Tous les athlètes ont alors été rapidement pris en charge et dirigés vers un hôtel à proximité du lieu de l'accident.

«On cherche encore à savoir ce qui s'est passé exactement alors que plusieurs dormaient dans l'autobus au moment de l'accident», a dit Rochefort.

Une trentaine d'étudiants-athlètes, dont 24 du programme sports-études de Fadette, étaient partis du Québec, vendredi. Le voyage devait durer jusqu'au samedi 27 avril.



Actualités

Les enfants de la DPJ obtiennent moins leur diplôme d'études secondaires

Par Jacob Serebrin, La Presse Canadienne

Les enfants placés sous la responsabilité de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) ont moins de chance de terminer leurs études secondaires que les autres, indique une étude commandée par le gouvernement québécois et qui a été publiée cette semaine.

L'étude menée par des chercheurs de plusieurs universités québécoises indique que seulement 37 % des jeunes placés avaient obtenu leur diplôme d'études secondaires à l'âge de 21 ans, contre 86 % pour tous les autres enfants.

Elle révèle également que le tiers de ces jeunes se retrouvent sans emploi, sans études ou sans formation à 21 ans, comparativement à moins de 10 % pour la population générale du même âge.

«À travers les difficultés que ces jeunes rencontrent en emploi, on observe des failles institutionnelles qui entraînent des désavantages et des inégalités sociales notables», a déclaré María Eugenia Longo, professeure à l'Institut national de la recherche scientifique et qui fait partie des principaux auteurs de l'étude, dans un communiqué.

L'étude a révélé que plus de 2000 jeunes qui quittent le système de protection de la jeunesse chaque année ont besoin d'un soutien accru pour se préparer à la vie adulte et pour s'assurer qu'ils disposent d'un environnement de vie stable le plus rapidement possible après leur sortie.

Les chercheurs ont également constaté que les milieux de vie instables, tels que les changements de placement dans le cadre de la protection de la jeunesse, rendent plus difficile le maintien de l'emploi des jeunes, notant que les jeunes qui étaient encore pris en charge devaient souvent quitter leur emploi ou changer d'école en cas de déménagement.

Jessica Côté-Guimond, la directrice du Collectif Ex-Placé DPJ, souligne que les enfants placés sous la responsabilité de la DPJ peuvent demeurer dans cinq à neuf domiciles différents.

«L'instabilité résidentielle pendant le placement est l'un des éléments les plus prédicteurs de l'instabilité dans la vie adulte», a-t-elle déclaré, en entrevue. Elle a ajouté que ceux qui avaient plus d'instabilité lorsqu'ils étaient pris en charge couraient un risque plus élevé de se retrouver en situation d'itinérance, d'avoir des problèmes de santé mentale ou de «ne pas être en formation ou en emploi».

Mme Côté-Guimond a soutenu que les jeunes Québécois pris en charge ont besoin de plus de ressources à mesure qu'ils vieillissent hors du système.

«Ce que ça nous révèle, c'est qu'il y a un manque majeur de soutien, d'accompagnement au niveau de la transition à la vie adulte pour aider les jeunes», a-t-elle affirmé.

Mme Côté-Guimond a indiqué que d'autres provinces, comme la Colombie-Britannique et l'Ontario, ont fait un meilleur travail pour aider les enfants à quitter la prise en charge. Et même si un programme offrant une aide financière et du mentorat est disponible au Québec, il n'existe que dans quatre régions sur 17, créant des inégalités au sein de la province.

Elle a déclaré que le soutien aux jeunes doit venir des ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de l'Emploi, ainsi que des autorités de protection de la jeunesse.

Davantage d'aide psychologique est aussi nécessaire pour aider à la fois les enfants confrontés à un traumatisme et ceux ayant des troubles d'apprentissage, a-t-elle soutenu, ajoutant que les ressources pour ce type de besoins sont souvent limitées dans les écoles.

De nombreux jeunes qui sont passés par le système de protection de la jeunesse se retrouvent dans des programmes d'éducation pour adultes qui n'offrent pas

le type de soutien spécialisé dont ils ont besoin, a-t-elle dit.

L'étude, menée entre février 2023 et février 2024, a porté sur les données de 1136 jeunes âgés de 16 à 24

ans qui avaient bénéficié ou bénéficiaient de la protection de la jeunesse. Les chercheurs ont également mené des entretiens avec 30 de ces jeunes.



Le prof de sciences est revenu

PATRICK LAGACÉ
La Presse

En août 2001, Sébastien Ouellet a commencé à faire ce qu'il aime le plus faire au monde : enseigner.

Il s'en souvient, c'était le cours Physique 534.

Seize ans plus tard, la vie – qui peut être vache – l'a jeté dans la sècheuse pour un grand cycle de terreur... Cancer.

C'était en 2017. Sébastien Ouellet avait 47 ans. Cancer de la prostate, agressif. Métastases. Traitements tout aussi agressifs, et débilissants.

L'enseignant a pris un congé de maladie : « Ça a fait exploser ma vie, me dit-il. Un vrai cauchemar. Tout ce que tu vois, au bout du tunnel, c'est tes enfants... »

Le congé de maladie a duré sept ans.

Sébastien est revenu au travail au début du mois d'avril.

La maladie, elle, est encore en lui, assommée par la médication.

Le 2 avril dernier, Sébastien Ouellet a donc remis les pieds à l'école secondaire du Mistral de Mont-Joli, son école.

Son école, oui, mais le temps avait passé : des collègues avaient pris leur retraite, changé d'école, de job...

Quel accueil lui réserverait-on ?

Le prof Ouellet avait donc enfilé une petite armure invisible : « J'avais mis mes émotions au neutre, j'avais fermé le *breaker*. Je voulais pas me faire de fausse joie. Mais en mettant le pied dans l'école, ça a été comme si je me réveillais d'un cauchemar. Mes anciens collègues m'ont accueilli à bras ouverts, ils étaient contents, chaleureux, ça m'a tellement fait chaud au cœur... »

Retour progressif, pour la première semaine. Pas d'enseignement, préparation et acclimatation.

Ce 2 avril, Sébastien est allé dans un labo, dans son élément. Par les fenêtres, il a vu le fleuve. C'est con,

Sébastien a grandi avec le fleuve, il vient de Saint-Gabriel, dans le Mont-Joli métropolitain, il a toujours vu le fleuve... Mais ce matin-là, il l'a remarqué.

« Des labos, on a une super belle vue du fleuve. J'avais jamais vraiment pris le temps de m'arrêter à cette vue : je l'ai regardé pendant deux minutes. Le ciel était bleu, j'ai pris le temps de savourer cette beauté-là, chose que je ne faisais jamais avant... J'ai ressenti une ivresse : c'est ben hot que je fasse ce travail-là... »

Il y a une petite pause, une nanoseconde pendant laquelle j'anticipe exactement ce que Sébastien Ouellet finit par me dire parce qu'ils disent tous ça, à peu de choses près, ceux qui ont fixé la mort dans les yeux : « Tu savoures tellement la vie, après. Y a rien qui est pareil. Y a la vie avant, pis la vie après. »

C'est Sophie Gagnier qui m'a écrit pour que je parle du nouveau prof de sciences de son fils, Thomas Carbonneau. Elle m'a rapporté que le prof en question (elle n'avait que le prénom, Sébastien) avait raconté son cancer, son absence de sept ans. Puis qu'après, il avait captivé les jeunes, par son approche, ses anecdotes de sciences et de vie...

J'ai retrouvé le prof. Sébastien Ouellet était suspicieux, il ne trouvait pas qu'il y avait grand-chose à raconter. « J'ai donné un cours comme je le fais toujours », je le sentais sur ses gardes, je me sentais un peu con avec mes questions, mais on a commencé à jaser, et voilà...

Ça donne cette chronique sur le ciel qui, des fois, redevient bleu.

Parlez-moi de l'enseignement, Sébastien...

Un enseignant, sa job, c'est d'allumer des lumières. Je dis tout le temps : "Donnez-moi une craie pis un tableau, c'est tout ce dont j'ai besoin pour faire ma job !"

Sébastien Ouellet

Il a d'ailleurs convaincu ses jeunes, en cette dernière ligne droite d'année scolaire, de prendre des notes avec un crayon, sur du papier : « Je leur dis que ça va les aider au cégep, à l'université : on retient mieux la matière quand on l'écrit à la main. »

Et les jeunes ont embarqué, ils prennent des notes à la main.

(Parlant de notes manuscrites, le 2 avril, jour de son retour, une ancienne élève devenue prof, Amélie Simard, lui a présenté une pile de papiers : ses notes du tout premier cours de physique que Sébastien avait donné, en 2001... Il a brailé comme un enfant.)

Nous avons fini par passer au « tu », et j'ai dit à Sébastien : Parle-moi de ton cours Sciences et technologie de secondaire III...

« On voit de la physique, de la chimie, c'est beaucoup axé sur l'anatomie. Y a de la techno, aussi, tsé, c'est important, la techno. C'est concret. Tu vas chercher une autre clientèle d'élèves qui sont moins faits pour être assis sur une chaise. Tu te ramasses à l'atelier pis eux autres, ce sont des bêtes ! On fait de l'ingénierie, dans le fond. C'est important de leur allumer des lumières dans la tête, eux autres aussi ! Je dis toujours : "Tu feras pas voler un poisson !" Y en a qui sont faits pour voler, d'autres pour nager. Faut pas que le cadre soit trop strict. On arrive à l'atelier, ça bouge, je suis obligé de les ralentir ! »

Il insiste pour me raconter une anecdote à propos d'allumer des lumières dans la tête des élèves, pour montrer qu'on ne sait jamais ce que cette lumière va éclairer...

Fin 2017, me dit-il, la chimio avait tué son système immunitaire. Il a dû passer une semaine en isolement à l'hôpital de Rimouski, seul, dans une chambre, faible et en souffrance.

L'infirmière qui le soignait s'appelait Marie-Josée Migneault...

Une de ses anciennes élèves, en anatomie. « C'est comme si la vie me rendait le travail que j'avais fait. »

Après l'entrevue, Sébastien m'a contacté pour que je mentionne ici trois personnes qui l'ont aidé à passer à travers ces sept années de misère : les médecins Vincent Fradet et Marie-Claude Duchesne.

Et son ex-blonde, Nancy L'Italien.

Parle-moi de ton premier cours, Sébastien...

« Comme si j'enfilais mes vieilles pantoufles ! Même mes vieilles jokes plates sont revenues, c'était un peu comme recommencer le vélo, ça s'oublie pas. L'heure est passée en 60 secondes, on dirait. J'avais préparé trop de matière. Et j'ai raconté mon histoire aux jeunes, ils ont accroché... »

Pause, ici, pour que je cite Sophie Gagnier, la mère de Thomas Carbonneau, à propos de ce cours : « Mon fils est revenu de l'école avec des étoiles dans les yeux. »

À la fin de la journée, c'est pas mêlant, Sébastien Ouellet ne voulait pas sortir de l'école.

Après sept ans à souffrir, à penser mourir, il se sentait utile.

Et vivant.

« Je me suis dit : "Si je suis pour vivre, si le Ciel me donne encore quelques années, je vais pas regarder le plafond." J'ai décidé de revenir enseigner et ça a été le plus beau move que j'ai fait. Pourtant, y a-tu de quoi de plus banal que ça ? Je rentre travailler ! C'est comme si je me réveillais d'un long cauchemar. Je fais la plus belle job du monde. Je communique mon savoir. Je prépare les jeunes pour leur avenir. »



JOUR DE LA TERRE

Les jeunes sont-ils encore écolos ?

Depuis l'école primaire, on leur parle de pollution et de changements climatiques. Paradoxalement, les jeunes de 18 à 34 ans sont aujourd'hui aussi écoanxieux que peu enclins à faire de réels efforts pour réduire leur impact environnemental, disent les sondages. Même les plus sensibilisés ont du mal à ne pas baisser les bras en constatant que le problème est tellement plus gros qu'eux.

LOUISE LEDUC

La Presse

Septembre 2019. Des centaines de milliers de personnes manifestent pour le climat dans les rues de Montréal, galvanisées par une adolescente, Greta Thunberg.

Depuis, les sondages et les études rendent compte d'une jeunesse qui croit de moins en moins aux manifestations comme à l'utilité des sacrifices pour contrer le réchauffement climatique. À quoi bon se priver de voyages quand le beau-père carbure au *pick-up* et à la motomarine ? Quand la meilleure amie part au Mexique l'hiver, à Paris à la relâche et au Brésil l'été ? Et pendant ce temps, en Chine, en Inde, aux États-Unis...

Louis Couillard, responsable de la mobilisation chez Greenpeace Canada, admet que certains matins sont difficiles pour un militant comme lui.

C'est sûr que la pandémie nous a fait perdre notre erre d'aller et je constate une certaine désillusion. Des gens se disent : à quoi ça sert ? Mais on n'a pas le choix, sinon ce sera la catastrophe ! Et de tout temps, il a fallu se battre pour un monde meilleur !

Louis Couillard, responsable de la mobilisation chez Greenpeace Canada

L'ennui, c'est que la lassitude n'a pas trait qu'aux manifestations.

Se priver, c'est trop dur

Selon le Baromètre de la consommation responsable 2023 de l'Observatoire de la consommation responsable de l'ESG UQAM, 49 % des jeunes de 18 à 24 ans « ne sont pas prêts à se priver de certains plaisirs » pour réduire leur impact environnemental (comparativement à 37 % tous âges confondus).

Les sentiments d'impuissance et de découragement sont aussi manifestes. Pas moins de 46 % des répondants de 18 à 24 ans ont dit adhérer à l'énoncé « la situation environnementale est si sombre que je crois que plus rien n'est possible » (soit 14 points de pourcentage de plus que pour l'échantillon complet).

Quand des centaines de milliers de personnes prennent la rue, « mais que les gouvernements ne prennent pas les mesures nécessaires, ça contribue à un sentiment d'épuisement », constate Shirley Barnea, porte-parole de Pour le futur Montréal, qui organise la manifestation de ce dimanche pour le Jour de la Terre à Montréal, au pied du mont Royal.

À son avis, l'heure n'est donc plus tant aux discours un brin culpabilisants qu'à la recherche de solutions collectives, par des mesures de grande ampleur prises par les gouvernements, « comme l'imposition de taxes sur les voyages en avion, qui pourraient être haussées après le premier voyage annuel, par exemple », lance Shirley Barnea.

Les jeunes n'ont manifestement pas envie de se priver de voyager, lui soumet-on. Shirley Barnea répond que « c'est difficile de ne pas profiter de sa jeunesse quand les adultes autour de soi ne font pas ce qu'il faut. »

Si les jeunes voient que leurs parents voyagent, ils ont envie de voyager eux aussi.

Shirley Barnea, porte-parole de Pour le futur Montréal

Marc-Antoine Vachon, titulaire de la Chaire de tourisme Transat et professeur de marketing à l'UQAM, relève que de tous les groupes d'âge, ce sont les personnes de 18 à

34 ans qui sont le moins enclines à avoir des scrupules écologiques liés aux voyages.

Le sondage Léger réalisé pour la Chaire de tourisme en témoigne. Les jeunes de 18 à 34 ans jugent moins probable de diminuer leurs futurs voyages en avion que ceux de 34 ans et plus (41 % comparativement à 50 %).

Pas moins de 73 % des répondants à un sondage Léger de 2021 disent être écoanxieux, note M. Vachon – « mais ils n'adoptent pas les comportements qui comptent parmi ceux qui auraient le plus d'impact » pour limiter les dégâts.

Comme professeur à l'université, c'est manifeste, poursuit M. Vachon. Révolue, l'époque où l'on faisait, tard dans la vie, son premier voyage en Europe – ah, Paris !

« Aujourd'hui, il n'est pas rare que mes étudiants soient déjà allés à Bali. »

Écologiquement, ce n'est pas top, mais sociologiquement, le voyage, « c'est important pour ouvrir notre regard sur le monde », fait valoir M. Vachon.

La Chaire de tourisme fait aussi le constat que « les Québécois en ont assez d'entendre parler d'environnement ».

Les plus puristes ont modifié leurs comportements, mais le nombre de voyageurs dits responsables a atteint un plateau.

Marc-Antoine Vachon, titulaire de la Chaire de tourisme Transat et professeur de marketing à l'UQAM

Ailleurs, une jeunesse pas plus verte

En tout cela, le Québec n'est pas du tout distinct. Selon une étude réalisée en France par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, les jeunes Français sont les plus préoccupés par les changements climatiques, mais leurs comportements « ne sont pas plus écologiques que ceux de leurs aînés, peut-on lire dans le document. Ils sont moins nombreux à trier leurs déchets, à acheter des légumes locaux et de saison ou encore à réduire leur consommation d'électricité ».

Au quotidien – une question de budget, peut-être ? – les jeunes sont cependant moins nombreux à posséder une voiture. Mais en France, « 28 % des 18-24 ans ont pris l'avion deux fois ou plus dans l'année, soit neuf points de plus que la moyenne », est-il encore écrit.

Une étude réalisée par l'Institut de recherche Sotomo sur les Suisses révèle par ailleurs que de tous les groupes d'âge, les jeunes adultes de 18 à 35 ans ont actuellement la plus grande empreinte écologique, surtout en raison de leurs nombreux voyages en avion.

Au Québec, selon le Plan Metrix de la firme Comscore, spécialisée dans l'étude des consommateurs, ce sont les femmes âgées de 18 à 24 ans qui, de tous les groupes d'âge, étaient les plus susceptibles d'avoir acheté un vêtement ou du maquillage et des produits de beauté dans les 12 mois qui ont précédé la collecte, en 2023. Chez les hommes, ce sont ceux de 25 à 34 ans qui avaient en plus grand nombre acheté un vêtement dans les mois précédents.

Caroline Boivin, cofondatrice de l'Observatoire de la consommation responsable, refuse d'être défaitiste. Vrai, les jeunes ne sont pas plus frugaux que leurs aînés. Mais certains comportements semblent bel et bien intégrés, comme le fait de magasiner dans une friperie, « un comportement qui est devenu une norme » parmi la jeune génération.

« Par exemple, les jeunes ont tous leur gourde et ils sont très conscients du fait qu'il faut consommer moins de viande. »

Pour le reste, elle relève que ses travaux l'amènent à constater que les jeunes sont nombreux à dire qu'ils manquent d'informations pour consommer de façon responsable.

Manquer d'informations ? Alors que leurs enseignants et leurs manuels scolaires traitent de ces questions depuis toujours ?

En fait, note M^{me} Boivin, ce que les jeunes comme les moins jeunes doivent réaliser, « c'est que les produits verts sont rarement 100 % verts, ou ils peuvent l'être sur certains aspects, mais moins sur d'autres. Les options vertes permettent de réduire l'impact environnemental par rapport aux options conventionnelles, mais ne l'éliminent pas complètement ».

Par exemple, ajoute-t-elle, « même si la distance parcourue par les produits locaux est moindre, ils doivent tout de même être acheminés vers les consommateurs, ce qui engendre évidemment des impacts sur l'environnement ».

Le vert, ce n'est pas « noir ou blanc », et il faut apprendre à naviguer avec une certaine incertitude.

Mais surtout, conclut-elle, « le geste le plus important pour l'environnement est la réduction de la consommation. Et cela, c'est facile à oublier avec les multiples offres de produits, écolos ou non ».

Sans qu'on s'en rende bien compte, note-t-elle, avec l'âge, on accumule toutes sortes d'informations, fait remarquer M^{me} Boivin.

« Moi-même, ça fait 15 ans que je me plonge dans ces questions et j'en apprends encore chaque jour ! Le diable est dans les détails. »

Par exemple, qu'est-ce qu'on peut mettre dans le bac, exactement ? La voiture électrique, est-ce totalement une bonne idée ? Et non, en utilisant les pailles en bambou, les emballages en cire d'abeille et en achetant une énième bouteille d'eau réutilisable parce qu'on la trouve jolie, on n'aide pas la planète, finalement.

Lisez le texte « Ces objets écolos qu'on surconsomme »

« La consommation, c'est nécessaire, relève M^{me} Boivin. La grande question, c'est de savoir où tracer la ligne entre le trop et le suffisant... et se faire plaisir, un peu. »

Lisez « Une jeunesse qui fait de son mieux »

38 %

Proportion des jeunes de 18 à 34 ans qui estiment que la réduction de leur impact environnemental « demande trop d'efforts » (25 % pour tous les âges)

Source : Baromètre de l'action climatique 2023 de l'Université Laval (basé sur une enquête par questionnaire en ligne auprès de 2000 personnes)

2650 LITRES

Quantité d'eau requise pour produire un chandail en coton

Source : World Economic Forum (rapport de 2020)

DEUX FOIS PLUS

La production de vêtements dans le monde a presque doublé depuis 2000

Source : World Economic Forum (rapport de 2021)



« L'empathie, ça ne s'enseigne pas, ça se vit »

Depuis janvier, un millier d'écoles françaises expérimentent l'enseignement de l'empathie. Ces ateliers, mis en place pour contrer le harcèlement scolaire, seront généralisés à l'ensemble des écoles, de la maternelle au lycée, en septembre. Mais, l'empathie, est-ce que ça s'enseigne ?

VALÉRIE SIMARD

La Presse

« L'empathie, ça ne s'enseigne pas, ça se vit. Ça se vit, donc ça s'apprend », résume Omar Zanna, professeur de sociologie à l'Université du Mans, en France, et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet. Ce docteur en sociologie et en psychologie étudie l'empathie depuis plusieurs années. Une notion qu'il définit non pas comme la capacité à se mettre à la place de l'autre – ce qui est impossible –, mais comme la capacité à percevoir le monde subjectif d'autrui « comme si » nous étions cette personne. Bien que l'humain naisse avec une disposition à l'empathie, celle-ci doit être éduquée pour être développée. Par le vécu, par le corps, en étant en contact avec les autres.

En bas âge, les enfants apprennent par mimétisme. En voyant son parent sourire, l'enfant vient à comprendre qu'il est heureux, donc qu'il vit une situation agréable. C'est l'empathie émotionnelle. Un autre type d'empathie, cognitive, commence quant à elle à se développer vers l'âge de 4 ans. Si la première est innée, la seconde est davantage le fruit d'un apprentissage, qui selon plusieurs experts, doit se faire en continu, jusqu'à la fin de l'adolescence, tant à l'école qu'à la maison.

Prévenir le harcèlement

En France, le harcèlement scolaire s'est retrouvé au cœur de l'actualité ces dernières années, après qu'une série de cas dramatiques ont été exposés, dont certains ont mené à des suicides. L'automne dernier, le premier ministre Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, avait fait de la lutte contre le harcèlement sa « priorité absolue » en annonçant une série de mesures dont la généralisation de « cours d'empathie » dans le cursus scolaire.

De quoi seront faits ces cours ? L'heure est encore à l'expérimentation, indique Omar Zanna. L'une des méthodes testées est le programme « Fri For Mobberi » (« libéré du harcèlement »), implanté au Danemark

depuis 2005 et en France dans certaines écoles. Les activités sont élaborées dans le but de faire vivre des expériences aux enfants. « On discute, on échange, on apprend aux enfants à se parler respectueusement et s'il y a des dérapages, on va reprendre en posant une question pour que l'enfant élabore par lui-même », explique Chahra Joubrel-Mehari, ex-enseignante au préscolaire et formatrice « Vivre ensemble–Fri for Mobberi » en France, également qualifiée en discipline positive.

Les membres du personnel scolaire deviennent ainsi des « chefs d'orchestre », illustre-t-elle, en accompagnant les enfants au quotidien, non seulement dans le développement de l'empathie, mais aussi dans l'ensemble des compétences socioémotionnelles. « On ne peut pas respecter l'autre sans se respecter soi, on ne peut pas comprendre l'autre sans se comprendre soi », indique Chahra Joubrel-Mehari, qui trouve par ailleurs réductrice cette insistance mise par le ministère français sur l'empathie.

Pour Omar Zanna, la France est sur la bonne voie, mais le déploiement d'un programme adapté à tous les niveaux prendra du temps, et c'est normal.

La vraie question, c'est : comment les enseignants vont s'emparer ou pas de tout ça ? Parce que l'enseignement de l'empathie, ça ne se décrète pas. Il ne faut pas que ça leur coûte en temps. Il faut qu'il y ait une plus-value, par exemple si, effectivement comme je le pense, la classe est plus apaisée, ils y adhéreront.

Omar Zanna, professeur de sociologie à l'Université du Mans

Si l'enseignement de l'empathie ne se décrète pas, c'est qu'il faut en créer les conditions. « Je ne peux pas vous faire un cours d'empathie en précisant ce qu'il faut faire et ne pas faire. Pour vraiment solliciter, cultiver

l'empathie, il est nécessaire de le faire en situation d'interaction. » Selon M. Zanna, il est nécessaire que les pratiques enseignantes et professionnelles se transforment pour faire de l'empathie une préoccupation constante. Il remet notamment en question le traditionnel exercice de « passage au tableau », souvent individuel et angoissant pour les élèves, qui devrait être revu pour favoriser l'apprentissage des compétences socioémotionnelles.

Marie-Claire Roy, enseignante de 6^e année à l'école du Rocher-D'Auteuil à Rimouski, pense elle aussi que l'enseignement de l'empathie doit être transversal. Il y a quelques années, elle a convaincu la direction de son école de mettre la pédagogie relationnelle et l'apprentissage des compétences socioémotionnelles au cœur du projet éducatif de l'établissement.

« Le ministère [de l'Éducation] nous fournit un catalogue des compétences socioémotionnelles, très épais, dans lequel il y a beaucoup de prescriptions et d'idées d'activités, en français, en arts plastiques, en éthique, souligne-t-elle. C'est très bien. Mais on se demande : "Comment on l'applique au quotidien ?" C'est à cette question que je voulais répondre. »

Dans plusieurs écoles, des ateliers sont organisés par l'entremise de programmes tels que Moozoom et Vers le pacifique, mais cet enseignement n'est pas systématique.

Du travail à faire

« Un travail immense n'est pas fait », déplore François Richer, professeur en neuropsychologie à l'UQAM. En 2017, il a signé dans *La Presse* une lettre d'opinion pour dénoncer le retard du Québec sur ce plan, en comparaison à des pays comme l'Australie, à d'autres provinces telles que l'Ontario et la Colombie-Britannique où le programme Roots of Empathy/Racines de l'empathie est notamment bien installé.

Lisez le texte d'opinion « Le Québec en retard », de François Richer

« De grandes compilations d'études scientifiques indiquent que l'apprentissage émotionnel et social à

l'école améliore les attitudes, le bien-être psychologique, les habiletés sociales et l'adaptation sociale », écrivait-il.

Sept ans plus tard, les constats scientifiques demeurent et la situation a peu évolué malgré la réforme récente du cours de Culture et citoyenneté québécoise, déplore-t-il. Alors que les défis auxquels font face les jeunes sont importants : crise climatique, effets de la pandémie sur le tissu social, omniprésence des écrans et des réseaux sociaux, hausse de la prévalence de l'anxiété et de la dépression.

« Je crois que nous sommes à un moment charnière pour [intervenir] », dit M. Richer, pour qui l'enseignement des compétences socioémotionnelles est une « partie essentielle de la solution », « l'une des moins coûteuses de surcroît ».

Pour la psychoéducatrice et autrice Stéphanie Deslauriers, le programme scolaire, qu'elle qualifie de « très désuet » à ce chapitre, doit évoluer. Elle cite l'exemple des programmes de récompense et de punition, appliqués par de nombreuses enseignantes au primaire et éducatrices en service de garde. « Ça ne tient plus la route. La recherche le démontre, on le voit sur le terrain, une mise à jour est nécessaire. »

Interpellé sur la place de l'enseignement de l'empathie dans les écoles, le ministère de l'Éducation du Québec s'est dit soucieux du développement de cette compétence chez les élèves. « Cette visée se réalise à la fois dans le Programme de formation de l'école québécoise, au niveau des ressources rendues disponibles et via la formation et l'accompagnement offert pour le personnel scolaire », a précisé par écrit Bryan St-Louis, responsable des relations de presse au Ministère.

Le Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028, dont le déploiement est prévu sur deux ans, prévoit la formation des élèves « afin qu'ils développent plus de compétences personnelles, sociales et émotionnelles », ainsi que celle des enseignants et du personnel scolaire. Cet enseignement sera obligatoire, mais limité à 7 et 9 heures par année au primaire et au secondaire.



Une école « branchée-cœur »

Difficile d'intégrer l'enseignement de l'empathie au programme déjà chargé des enseignants ? À Rimouski, l'apprentissage des compétences socioémotionnelles est au cœur du programme éducatif de l'école du Rocher-D'Auteuil. La Presse s'est entretenue avec Marie-Claire Roy, enseignante de 6e année et instigatrice du projet.

VALÉRIE SIMARD

La Presse

Le programme « Une école branchée-cœur » est né d'un projet de recherche-action que vous avez lancé dans le cadre de vos études de maîtrise. Comment cela se traduit-il concrètement ?

Nous nous basons sur le modèle du Collaborative for Academic, Social, and Emotional Learning (CASEL) pour qui l'empathie est un aspect parmi d'autres dans les compétences socioémotionnelles. Avant même d'être empathique, il faut apprendre à se connaître, à se maîtriser, à se motiver, à communiquer et à prendre des décisions responsables. C'est l'enseignement de ces compétences-là, liées au savoir-être, qui est intégré à notre pratique dans l'école. Ce n'est pas un cours. On a une activité obligatoire par mois, c'est dans notre projet éducatif, mais l'approche est intégrée au quotidien dans notre façon d'accompagner les élèves. On a cinq cœurs de différentes couleurs dans toutes les classes, au service de garde, pour faire appel à ces compétences du savoir-être qu'on veut développer. On a un code de connexion qui est enseigné aux enfants pour les aider à s'exprimer, à se réguler, à comprendre leurs besoins.

De quelle façon les pratiques enseignantes doivent-elles évoluer pour s'adapter à votre proposition ? Avez-vous rencontré de la résistance ?

C'est beaucoup la communication non violente de Marshall Rosenberg [un psychologue américain] qui a lancé mes travaux. Nos comportements, nos actions, nos paroles sont une tentative de répondre à un besoin. Parfois, on le fait très maladroitement parce qu'on n'a pas compris quel était notre besoin. Si je suis une enseignante qui a toujours été dans l'application de conséquences et de privilèges, je ne chercherai pas à savoir quelle est la fonction du comportement. C'est là où je vois un peu de résistance. C'est une zone de confort d'appliquer les privilèges ou les conséquences. Je le fais

moi aussi. On parle d'anxiété beaucoup chez les jeunes, mais peut-être qu'ils ont besoin de comprendre comment ça fonctionne quand ils sont face à un stresser et qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Certains profs aimeraient que ce soit donné à un spécialiste en éthique et culture religieuse. Mais, si on fait ça juste une heure par semaine, on n'y arrivera pas.

Est-ce que tous les enseignants de l'école ont embarqué dans le projet ?

Dans les premières années, je me faisais regarder comme un extraterrestre, mais quand la directrice a embarqué, qu'elle a compris l'approche, beaucoup de profs ont suivi. Il y a des défis avec le changement de personnel. Sur 14 profs, on est rendus à au moins 8 capables d'influencer et d'accueillir les petits pas que les autres font.

La surcharge de travail des enseignants est-elle un frein ?

Au départ, tout le monde disait : « Bon, une autre affaire. » Aujourd'hui, huit profs disent que ça allège leur tâche parce que les élèves ont un cadre clair et des outils visuels. Ça nous aide énormément pour la gestion de classe parce que les élèves deviennent autonomes sur le plan affectif.

Concrètement, quels sont les effets que vous avez pu constater sur les enfants et le climat dans l'école ?

C'est fou comment les jeunes sont plus conscients des autres. Ça se répercute aussi dans leur façon de communiquer. Ils vont être capables de nommer leurs besoins de façon plus adroite. Il y a un respect des règles. Ils savent que derrière la règle du silence, il y a un besoin de calme. On les voit aussi être capables de mieux gérer leurs conflits ou des émergences de conflit. Ce n'est pas

magique. Ça dépend des cohortes et de l'adhérence des profs.

Avez-vous constaté un impact sur le harcèlement ?

On va traiter l'intimidation comme un besoin non comblé. Pas comme le méchant et le gentil, comme bien des profs font. Je ne dis pas qu'on fait les choses très différemment, mais on va au fond de la fonction du comportement. Ça fait qu'on n'a pas beaucoup d'intimidation, voire pas du tout.

Souhaiteriez-vous que d'autres écoles adoptent ce projet ?

C'est un rêve. Qu'on comprenne à quel point au Québec, on est assez intelligents, on a assez d'outils, d'ouverture et de créativité pour que ce soit inclus ministériellement, qu'on ait des gens pour former afin que le personnel soit autoportant. Les élèves en ont besoin, les parents aussi. Les gens du service de garde sont en survie. Alors oui, c'est un souhait pour les humains du système scolaire.

Les propos de cette entrevue ont été abrégés par souci de concision.



Cultiver l'empathie chez son enfant

Votre enfant s'est moqué de son ami qui a fait pipi dans son pantalon en classe ? Pas de panique. Cela ne fait pas de lui un être dénué d'empathie condamné à la psychopathie. S'il n'est jamais trop tard pour développer son empathie, il s'agit néanmoins d'un muscle qui se travaille. Conseils.

VALÉRIE SIMARD

La Presse

Vivre ensemble les émotions difficiles

Avant même d'en arriver à éprouver de l'empathie, un enfant doit être en mesure d'identifier ses propres émotions, puis de les réguler. Lorsqu'il vit des émotions difficiles, mieux vaut l'accompagner plutôt que l'isoler, dit la psychoéducatrice Stéphanie Deslauriers. Concrètement, elle conseille au parent de valider l'émotion de l'enfant, de l'aider à la reconnaître en faisant des liens avec ses manifestations physiques et de lui demander ce dont il a besoin. « Ça fait partie ultimement de l'empathie. Si toi-même, tu n'es pas en contact avec tes émotions, les agréables et les désagréables, tu ne peux pas être pleinement empathique à la souffrance ou au bonheur de l'autre. »

Des erreurs il y aura

Voir son enfant manquer d'empathie est difficile pour un parent. Pourtant, ça arrive aux adultes aussi. Comme pour le vélo, c'est une habileté qui exige de la pratique. Qu'il ait 5 ou 17 ans, un enfant, dont le cerveau est en développement, fera aussi des faux pas. On peut l'aider en l'amenant à mesurer la portée de ses gestes et à comprendre les émotions de l'autre. « Parfois, on fait une intervention ciblée en lien avec une situation, remarque Stéphanie Deslauriers. Ça peut prendre du temps avant que les enfants comprennent qu'ils peuvent transposer ces connaissances dans des situations similaires. » « Avec toute l'éducation qu'on peut donner à nos gamins, il faut être humbles en tant que parents et ouverts pour pouvoir les accompagner quand ils font des erreurs », ajoute Chahra Joubrel-Mehari, formatrice du projet « Vivre ensemble – Fri for Mobberi ».

Une portée à mesurer

Et si l'enfant ne reconnaît pas son erreur ? S'il ne mesure pas la portée de son geste ? Une intervention classique

consiste à retourner dans la situation inverse. « Et si ça t'était arrivé ? » « Des fois, ça ne fonctionne pas parce que l'enfant ne l'a jamais vécu, reconnaît Stéphanie Deslauriers. C'est trop abstrait pour lui ou pour elle. » Elle suggère alors de lui rappeler une situation similaire qu'il a vécue pour le faire connecter avec l'expérience de l'autre. La littérature jeunesse et les films qui mettent en scène une situation semblable peuvent aussi aider à conscientiser l'enfant sans le confronter émotionnellement.

Montrer l'exemple

Faites-vous preuve d'empathie au quotidien ? Moins à l'adolescence, mais certainement dans la petite enfance, les parents agissent comme modèles. « Il faut faire preuve d'introspection et se demander : est-ce qu'au quotidien je fais preuve d'empathie ? suggère Stéphanie Deslauriers. Envers mon enfant, mais aussi envers mon partenaire, ma voisine, sa prof à l'école ou son éducatrice à la garderie et même la caissière à la pharmacie. Au volant, est-ce que j'envoie promener les autres conducteurs ? » Des moments qui nous semblent parfois banals, mais qui s'additionnent pour construire « le vécu éducatif partagé ». « C'est un apprentissage continu », note François Richer, professeur de neuropsychologie à l'UQAM, qui s'enclenche lorsqu'un enfant voit les adultes qui l'entourent être sensibles, ne pas s'occuper que d'eux-mêmes. « L'apprentissage de l'empathie n'est pas absolument scolaire, c'est un apprentissage social. »

La barrière des écrans

Bien qu'ils facilitent les communications, les écrans peuvent être un frein à l'empathie. D'abord parce que le temps passé devant un écran est du temps en moins consacré à d'autres apprentissages fondamentaux. « L'empathie, ça se développe dans l'interaction, dans le groupe, dans les échanges, en coprésence », indique

Omar Zanna, professeur de sociologie à l'Université du Mans. « Le fait d'avoir un écran comme intermédiaire, ça déshumanise », ajoute la psychoéducatrice Stéphanie Deslauriers. Ainsi, parce qu'on ne voit pas, en direct, sa réaction émotionnelle, on peut avoir tendance à sous-

estimer la portée de nos paroles écrites sur la personne qui les reçoit. À l'école secondaire où elle travaille, des ateliers sont d'ailleurs organisés pour sensibiliser les jeunes à la portée que peuvent avoir les propos tenus en ligne.

Actualités locales

Le Lab-École de l'Étincelle remporte un prix provincial pour son architecture

Par Mickaël Meunier, Le Quotidien

L'école de l'Étincelle à Chicoutimi, porteuse du concept de Lab-École depuis son inauguration en 2023, est une fierté régionale. Vendredi soir, dans la métropole, le projet a de nouveau fait parler de lui et pour les bonnes raisons. Il a été honoré d'un prix d'excellence au Gala de l'Ordre des architectes du Québec.

Il y avait plus d'une centaine de projets en lice, de partout à travers la province. Il faut croire que le travail architectural fait en amont à Chicoutimi a été solide puisque le concept du Lab-École, du moins celui incarné par l'école chicoutimienne l'Étincelle, a fait tourner la tête du jury composé d'architectes chevronnés.

En remettant l'un des 12 prix à l'équipe ayant œuvré à la confection du lieu d'apprentissage, le jury n'a pas été avare de compliments. «Des espaces riches, accueillants et invitants qui évoquent ceux d'une maison caractérisent l'école de l'Étincelle. Le jury salue la cohérence du projet, sa matérialité priorisant le bois de sources locales, sa performance énergétique ainsi que son exécution particulièrement soignée», pouvait-on lire dans les commentaires affichés sur le site de l'Ordre.

Le projet avait fait une foule d'heureux lorsqu'il s'était concrétisé il y a de cela presque un an. C'est notamment par son caractère novateur que ce nouveau milieu d'enseignement a sorti du lot. L'endroit, lit-on dans le descriptif du prix remis au gala de vendredi dernier, s'inscrit comme «un jalon marquant de l'évolution des écoles primaires du Québec».

Le CSS des Rives-du-Saguenay en mode «grand chantier»

Le Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay était évidemment très heureux de voir son établissement d'enseignement honoré de la sorte. Jointe au bout du fil samedi après-midi, la directrice générale Chantale Cyr a réitéré l'engagement constant d'elle et de son équipe à l'amélioration continue, au fil du temps, des installations d'enseignement de son centre de services.

«Le Lab-École, c'est effectivement un grand projet dont nous sommes très fiers. Déjà, avec l'école Au Millénaire à La Baie, on avait inspiré le concept qui a été mis en chantier partout au Québec par les Pierre Lavoie, Ricardo Larrivée et Pierre Thibeault de ce monde.»

«Ce désir-là de rendre nos milieux d'apprentissage adaptés et stimulants pour nos élèves, il existait déjà. On était à l'avant-garde sur ce plan-là. L'école de l'Étincelle s'est inscrite comme un pas de plus dans la mise en application de notre vision. C'est génial de voir que notre bon travail a été constaté dans la région, mais à l'échelle du Québec aussi.»

— Chantale Cyr, directrice générale du CSS des Rives-du-Saguenay

Depuis la construction du Lab-École à Chicoutimi, les travaux qui se font annuellement dans tous les autres établissements du CSS des Rives-du-Saguenay ont été repensés, a tenu à préciser sa directrice générale.

«On a approximativement 30 millions par année pour rénover nos installations. Ce qu'on fait dorénavant, c'est qu'on s'assoit avec nos équipes d'architectes et on s'inspire de ce qui a été fait au Lab-École. On veut que, partout, ça devienne, petit à petit, de meilleurs milieux de vie et d'apprentissage pour nos élèves.»

«On évite de simplement refaire des bâtisses drabes. On veut briser graduellement cette image-là de l'école comme étant un gros bloc de ciment où les enfants viennent se faire domper. Avec cette approche-là, on est unique dans la région, mais on est aussi unique au Québec», soulève la directrice.

Faire le pont entre la pédagogie et l'architecture

Architecte de profession et œuvrant au sein de l'équipe des Rives-du-Saguenay depuis déjà plusieurs années, Catherine Breton a été en quelque sorte l'étoile régionale du Gala de l'Ordre des architectes vendredi dernier. Invitée à prendre part à un panel avec le journaliste Jean-René Dufort, la responsable des projets d'architecture du Centre de services scolaire saguenéen

a pu partager de long en large les motivations liées à son travail.

«C'est primordial que les jeunes aient un bel environnement d'apprentissage. C'est par l'architecture qu'on parvient à leur créer un milieu propre à eux, un milieu qui favorise leur développement. Évidemment, ça prend aussi tout un volet pédagogie. Les humains qui enseignent et qui vivent dans cet environnement-là doivent être bons tout autant. Je pense cependant que les deux aspects sont complémentaires. Il y a un

véritable pont à faire entre la pédagogie et l'architecture», a-t-elle mentionné.

La profession d'architecte évolue continuellement et Catherine Breton est à même de le constater, année après année. «Plus que jamais, il y a un aspect vivant dans le métier. Construire une école, la réfléchir en fonction des besoins des jeunes, c'est stimulant. Ce genre de mandat-là nécessite beaucoup de travail sur le terrain, au contact de la réalité. C'est passionnant», a-t-elle conclu.

Quel nom pour la nouvelle école primaire des Cèdres?



Marie-Claude Pilon, Néomédia

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste

À l'instar des écoles secondaires des Échos et des Navigateurs qui ont ouvert leurs portes récemment sur son territoire, le Centre de services scolaire des Trois-Lacs lance un concours pour trouver un nom à la nouvelle école primaire des Cèdres. L'établissement accueillera ses premiers élèves dès la rentrée 2024-2025.

Située au 250 chemin Saint-Féréol, aux Cèdres, l'institution ouvrira ses portes au mois d'août prochain. Dans le cadre de cette ouverture, le Centre de services scolaire des Trois-Lacs (CSSTL) invite ses élèves, leurs parents et la population de la MRC de Vaudreuil-Soulanges à proposer des noms pour ce nouvel établissement.

Conformément à la procédure du CSSTL, les participantes et participants devront prendre en considération les critères suivants :

- véhicule un message éducatif conforme à la mission scolaire;
- ne porte pas à confusion avec le nom du centre de services scolaire ou d'une autre école ou institution de sa région;
- n'est pas le nom d'une autre école connue régionalement ou dans la province;
- respecte les règles d'usage de la langue française;
- a un caractère significatif, positif et de pérennité;
- réfère à un personnage historique décédé s'il s'agit du nom d'une personne;
- reflète le caractère laïque de l'école;
- ne comporte pas une abréviation telle que « ONU »;
- tient compte du contexte géographique et historique;
- reflète la réalité du milieu et est représentatif de la région;
- représente un nom simple afin de faciliter sa prononciation et sa reproduction et d'éviter les déformations;

- doit être adapté aux élèves du préscolaire et du primaire.

Pour participer, il suffit de remplir le formulaire accessible sur le site Internet du CSSTL avant 16 h le 6 mai.

Un comité de sélection sélectionnera ensuite le nom de la nouvelle école primaire parmi les suggestions reçues.

La personne ayant trouvé le nom de l'école se verra remettre un prix d'une valeur de 200 \$. Advenant que plusieurs participantes ou participants aient proposé le nom retenu, un tirage sera fait afin de déterminer la personne à qui sera remis le prix.

LEDEVOIR

Enseigner avec Sweller

NORMAND BAILLARGEON

BAILLARGEON



Enseigner, c'est bien entendu avoir pour objectif de faire apprendre des choses et prendre les moyens les plus efficaces pour le faire. Imaginons un grand nombre de spécialistes de l'enseignement, des gens qui connaissent parfaitement le sujet, les théories et les résultats des recherches crédibles. Demandons-leur de nommer, disons, cinq choses qu'idéalement, toute personne qui enseigne devrait connaître.

Je parierais que chacune de ces personnes, ou presque, va nommer parmi ses cinq notions la théorie de la charge cognitive.

Celle-ci est due aux travaux de John Sweller et de ses collaborateurs, et je vous la présente sommairement ici. Dylan William assure quant à lui qu'elle est la chose la plus importante à connaître pour les enseignants. C'est très plausible.

Si vous ne la connaissez pas, ce sera, je pense, une belle découverte. J'aurai ensuite une question et un petit cadeau.

Un nombre magique

Le point de départ, pour le dire brièvement et par une analogie que j'espère éclairante, est que nous accédons au monde par une fenêtre qui s'ouvre et se referme très vite. On l'appelle la mémoire de travail.

Les données, les nouvelles informations, passent par là. Mais compte tenu de ces limitations d'ouverture et de fermeture, peu d'éléments peuvent y entrer simultanément. Combien ? George A. Miller a suggéré en 1956 que c'était entre 5 et 9, d'où ce qu'on appelle le nombre magique : 7, plus ou moins 2. Ce serait encore moins, dit-on souvent aujourd'hui. Mais laissons ça.

Il est évident que nous n'en restons pas là et que malgré cette forte limitation, nous pouvons comprendre des tas

de choses complexes, comme lire ce texte. La raison est simple : nous avons aussi une mémoire à long terme, où sont logés des savoirs grâce auxquels on peut regrouper des éléments qui nous sont présentés. On peut ainsi traiter une immense quantité d'informations.

Vous savez lire. C'est possible grâce à vos savoirs préalables. Vous comprenez des mots comme immense, traiter, information. La phrase plus haut ne surcharge pas votre mémoire de travail.

Pour prendre un exemple fameux : devant une certaine disposition des pièces sur un échiquier, le débutant ne voit pas grand-chose, même s'il regarde longtemps. Le maître, en un coup d'oeil, voit tout, peut reproduire la disposition des pièces et sait comment faire échec et mat en trois coups. Pourquoi ? Il a dans sa mémoire à long terme les savoirs préalables pour ce faire : des tas de parties qu'il connaît par coeur. Cela permet d'organiser, de stocker les informations qui sont alors rangées, organisées. Des tas d'informations peuvent alors être réunis en une seule donnée.

Vous avez sans doute déjà deviné ce qui s'ensuit pour l'enseignement et c'est ce que Sweller et ses collègues ont mis en évidence.

La charge cognitive et l'enseignement

L'essentiel est ceci. On a appris quand on a transféré de nouvelles informations dans notre mémoire à long terme ; mais si on surcharge la mémoire de travail en enseignant, apprendre sera pour l'élève difficile, très difficile peut-être, voire impossible.

Le point de départ, pour le dire brièvement et par une analogie que j'espère éclairante, est que nous accédons au monde par une fenêtre qui s'ouvre et se referme très vite. On l'appelle la mémoire de travail.

Il s'ensuit diverses techniques qu'on devrait soigneusement appliquer, tout particulièrement avec les débutants.

Par exemple, on voudra connaître et on prendra très sérieusement en compte les savoirs préalables que possèdent les élèves à qui on s'adresse ; on utilisera des exemples concrets ; on s'assurera de ne pas utiliser ou du moins de minimiser le recours à des éléments qui ne sont pas nécessaires ; on présentera l'information verbalement et avec des images ; on fera en sorte que progressivement et au fur et à mesure que les élèves acquièrent des compétences, ils résolvent par eux-mêmes des problèmes.

Je ne peux entrer dans les détails ici, mais ce lien vous donnera d'autres stratégies et des exemples concrets de manières de les mettre en oeuvre.

Deux remarques pour finir.

La première. Chaque fois, pour apprendre, il faut des savoirs préalables dans le domaine en question. Ce qui permet de dire qu'il faut les enseigner, dans le bon ordre, et ce, dans chaque domaine de savoir.

La deuxième. La théorie de la charge cognitive pointe avec force, surtout, mais pas seulement pour les débutants, vers un enseignement systématique, direct et explicite, procédant par étapes soigneusement choisies et validées. La recherche confirme que ça marche...

Une question et un cadeau

La question. Je me demande si on apprend cela aux futurs enseignantes et enseignants. Comment en parle-t-on, alors ? Bien mieux que je pouvais faire ici en trois pages, sans aucun doute.

Vous me raconterez si vous le voulez bien. Je suis curieux. Le cadeau. En une page, voici un intéressant résumé de ce que la charge cognitive implique pour l'enseignement.

Je pourrais traduire les textes. Si quelqu'un en faisait ensuite une version française, je la diffuserai.

Docteur en philosophie, docteur en éducation et chroniqueur, Normand Baillargeon a écrit, dirigé ou traduit et édité plus de soixante-dix ouvrages.

LEDEVOIR

Au coeur des grandes réformes québécoises

CATHERINE COUTURIER

COLLABORATION SPÉCIALE

« Guy Rocher a été un artisan majeur de trois grands chantiers qui ont amené le Québec dans la modernité. Il a vécu trois vies en une », résume Julie Latour, avocate et ex-bâtonnière du Barreau de Montréal. Le sociologue ne s'est pas contenté d'étudier les réformes ; il y a plongé à pieds joints.

« Guy Rocher a toujours accompagné la société québécoise en lui montrant le reflet de ce qu'elle est », estime Pierre Lucier, professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM. De la commission Parent à sa prise de position pour la laïcité, en passant par la rédaction de la loi 101, son engagement social fut sans relâche au cours de sa longue carrière.

Jeter les bases de l'éducation

En 1961, alors qu'il a récemment été nommé directeur du Département de sociologie de l'Université de Montréal, Guy Rocher se fait solliciter par le ministre Paul Gérin-Lajoie pour faire partie de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec (mieux connue sous le nom de commission Parent). Même s'il était réticent au départ, cette implication fut majeure dans l'oeuvre de Guy Rocher, mais aussi pour toute la société québécoise. « De toutes les commissions royales d'enquête de l'époque, la commission Parent fut la plus marquante », soutient Yvan Perrier, professeur au Département d'histoire, de géographie et des sciences sociales au cégep du Vieux Montréal. Le rapport Parent (en plusieurs tomes) a donné au Québec « un véritable système d'éducation public, une réelle démocratisation de l'éducation, et le développement du secondaire et du postsecondaire. C'est phénoménal », récapitule Claude Lessard, professeur émérite au Département d'administration et fondements de l'éducation de l'Université de Montréal.

La commission Parent marque en effet l'entrée de l'État québécois dans le monde de l'éducation, auparavant contrôlé par l'Église. En pleine période d'après-guerre, le Québec, en mutation, a besoin de se moderniser. « Notre système d'éducation était complètement déphasé », observe M. Lessard. Le baby-boom, l'urbanisation et l'industrialisation changent la réalité socio-économique au Québec comme ailleurs dans le monde. « On entre dans la société du savoir, et le système scolaire doit être adapté aux nouveaux enjeux du marché », explique M. Perrier.

Création des commissions scolaires, déconfessionnalisation, mise en place d'un réseau de cégeps et de celui de l'Université du Québec ; les répercussions de la commission Parent ont façonné le Québec d'aujourd'hui. Actif dans plusieurs comités de la commission, Guy Rocher joue un rôle important de médiateur, d'idéateur et de leader positif, et sera, avec Jeanne Lapointe, le rédacteur principal des nombreux rapports.

Démocratiser l'accès à l'éducation

La commission Parent laissera comme principal héritage la reconfiguration complète du système scolaire, de façon à permettre au plus grand nombre de s'éduquer. « Le rapport Parent, largement inspiré par des idéaux sociodémographiques, fut le document fondateur du système moderne d'éducation au

Québec », souligne Pierre Doray, professeur au Département de sociologie de l'UQAM. Le Québec faisait alors piètre figure, la province ayant le plus bas taux de scolarisation du Canada. Dans la province, seul un très faible pourcentage de Québécois francophones finissait sa 11^e année (13 %) , et à peine 4 % faisaient des études universitaires (contre 11 % chez les anglophones).

Le père de quatre filles constate aussi à quel point le système scolaire est discriminant à l'endroit des filles. « Ça, il ne l'acceptait pas. Les grandes gagnantes de cette réforme sont les filles et les femmes », affirme M. Perrier. Par exemple, si les collèges classiques pour les garçons étaient subventionnés depuis 1922, ceux pour les filles ne le seront qu'en 1961.

Guy Rocher s'attaquera au dossier de la laïcisation du système scolaire. L'abolition des écoles normales et des collèges classiques, la mixité et la gratuité scolaire jusqu'au cégep ouvrent grand la porte du système d'éducation aux jeunes comme aux adultes, aux garçons comme aux filles. « Il n'y a pas de chapitre sur les filles dans le rapport de la commission, mais c'est une évidence : il y a une seule et même éducation. Ça poussé la scolarisation des filles et rendu ça irréversible », fait valoir M. Lessard.

La loi 101 : terminer le travail de la commission Parent

En 1977, Guy Rocher se laisse convaincre par son ancien camarade du collège de l'Assomption, Camille Laurin, de devenir son sous-ministre. Laurin s'est vu confier par René Lévesque la responsabilité de dessiner la politique linguistique du Québec. « Guy Rocher excellait dans ce genre de fonction. C'était un conseiller de haut niveau », avance Pierre Lucier.

Pour Guy Rocher, c'est l'occasion de poursuivre le travail sur la langue entamé avec la commission Parent, mais qui n'avait pas abouti. À l'époque, la fréquentation des écoles anglaises par les nouveaux arrivants avait déstabilisé le sociologue. « Le rapport Parent n'avait pas réglé ça », note M. Lucier.

Lorsque Camille Laurin fait appel à lui, c'est l'occasion de poursuivre cette oeuvre pour s'assurer que l'école n'anglicise pas les immigrants. « Il fallait trouver un critère pour la fréquentation des écoles anglaises », se souvient M. Lucier. C'est Guy Rocher, inspiré par une de ses filles, qui en vient à trouver le critère clé : accorder le droit de fréquenter une école anglaise aux enfants dont les parents sont allés eux-mêmes à l'école anglaise.

De la déconfessionnalisation à la laïcité

Guy Rocher, qui s'est intéressé aux relations entre l'Église et l'État en Nouvelle-France au XVIIe siècle dans sa thèse de doctorat, continuera tout le long de sa carrière à être un grand défenseur de la laïcité. La commission Parent, même si elle jetait les bases de la séparation entre l'Église et l'État, n'avait pas réussi à établir une véritable laïcité. « C'est pour lui extrêmement important de distancier l'éducation de l'autoritarisme religieux, tant [sur le] plan de la substance que dans son organisation », soulève Me Latour. « Ce n'est pas un anticléricalisme de position ; il a une grande spiritualité, une connaissance du religieux, et il a milité avec la Jeunesse étudiante chrétienne », précise-t-elle.

Au cours des années, celui-ci se prononcera de nombreuses fois dans la sphère publique. « Pour M. Rocher comme pour moi-même, il est important d'affirmer la laïcité de l'État québécois et d'en faire un principe fondateur du Québec du XXIe siècle », témoigne Me Latour. En 2010, ceux-ci, avec Daniel Baril et d'autres, cosignent la Déclaration des Intellectuels pour la laïcité et déposent un mémoire en commission parlementaire. Conférences, publications, consultations par le gouvernement s'enchaîneront.

« Une des contributions de Guy Rocher au chantier de la laïcité de l'État est sa profondeur de vue », souligne Me Latour. « Il a amené un élément crucial dans la pensée sociétale et dans la définition de la laïcité, soit l'importance de l'éducation et de l'autonomie de pensée », ajoute-t-elle. Ce travail inlassable et bénévole sera couronné par l'adoption, en 2019, de la Loi sur la laïcité de l'État (projet de loi 21).

Toute sa vie, Guy Rocher aura travaillé à faire avancer le Québec dans la modernité, tout en protégeant sa langue et sa culture. « Guy Rocher a joué le rôle d'accompagnateur dans notre société ; il était critique, inspirant, constant, et avait la capacité de rassembler les gens », conclut M. Lucier.

Les cégeps, le grand héritage

Les cégeps font certainement partie des grands héritages de la commission Parent. « De tout ce que la commission Parent a fait, je pense que ce dont Guy Rocher est le plus fier et étonné, ce sont les cégeps. Il ne s'attendait pas à ce que ça ait un tel impact sur la société québécoise », confie Sébastien Piché, directeur des études au collège de Bois-de-Boulogne. Si le sociologue n'est pas le seul derrière cette idée, c'est lui qui aura le travail de défendre les cégeps auprès des institutions catholiques.

Cette structure unique crée un degré intermédiaire entre le secondaire et l'université, devenant une véritable porte d'entrée pour les études supérieures. Exit les collèges classiques, autrefois réservés à l'élite. « Il y avait cette volonté de démocratiser l'accès à l'éducation, mais aussi de permettre une mobilité sociale et scolaire », affirme M. Piché. La mise en place des cégeps, à même les écoles techniques et les collèges classiques, fut très rapide. « Le premier cégep est créé en 1967 et, deux ans plus tard, on en comptait une vingtaine », rappelle Pierre Doray.

Plutôt que d'être enfermé dans une filière (technique ou classique), tous les étudiants pourront accéder aux études universitaires grâce à une formation générale commune. Répartis partout sur le territoire québécois, les cégeps contribuent également au développement des régions. « C'est là où on trouve le plus haut niveau d'expertise dans bien des régions », remarque M. Piché.

Des universités régionales

Si la démocratisation de l'éducation commence par les cégeps, la régionalisation de l'accès à l'enseignement supérieur passera également par la création du réseau des Universités du Québec (UQ). C'est à Guy Rocher que le ministre Gérin-Lajoie confiera le mandat de présider le comité qui donnera naissance à l'UQ. Plusieurs capitales régionales aspirent alors à accueillir une université, mais c'est un modèle de réseau d'universités avec des composants régionaux inspiré de la Californie qui est retenu.

Le réseau de l'UQ est fondé en 1968, et ses constituantes s'établissent à Chicoutimi (UQAC), Rimouski (UQAR), Trois-Rivières (UQTR), et Montréal (UQAM). Se joindront ensuite l'UQO (Outaouais) et l'UQAT (Abitibi-Témiscamingue). « Dans les premières années, la majorité des étudiants de ces universités régionales étaient les premiers de leur famille à étudier aux études supérieures », indique Pierre Doray. En parallèle, d'autres structures intègrent le réseau. La TELUQ, notamment, veut suppléer au problème d'accès à l'éducation pour les personnes vivant en région lointaine grâce à l'éducation à distance. L'ENAP, elle, vise d'abord à former les fonctionnaires.

La gratuité, encore et toujours

Guy Rocher a continué toute sa vie à s'impliquer et à se prononcer dans l'espace public sur les questions qui lui tenait à cœur. En 2012, au cœur du Printemps érable, il cosigne avec Yvan Perrier une lettre ouverte pour appuyer la cause étudiante, qu'ils qualifient de « juste ». « Dès qu'il a été convaincu que la gratuité scolaire était une mesure qui s'inscrivait dans la logique de la justice sociale, Guy Rocher y a adhéré d'une manière indéfectible. Il n'a jamais renoncé à défendre cette revendication étudiante même dans un contexte supposément de rareté des ressources collectives », rappelle Yvan Perrier.

« La question de la gratuité lui tenait à cœur même avant la commission Parent », rappelle M. Perrier. En effet, celui qui s'est expatrié à Boston pour y terminer un doctorat à l'Université Harvard avait lui-même dû avoir recours à l'aide du père Georges-Henri Lévesque. « Guy Rocher a compris que pour étudier, ça prenait de l'argent », raconte-t-il. Habité par les questions de justice sociale, « il ne comprenait pas que des personnes avec une aptitude pour les études n'y aient pas accès pour une question d'argent », relate-t-il.



Mauvais bulletin pour le ministère de l'Éducation

Une fois de plus, le ministère de l'Éducation a un mauvais bulletin en matière d'accès à l'information. Les deux tiers de ses réponses aux demandes qui lui sont faites en vertu de la loi dépassent le délai légal de 30 jours. Et c'est un ancien journaliste qui dirige ce ministère ! « Les délais sont inacceptables. Ils vont être raccourcis », a promis

Bernard Drainville. Le ministère de l'Éducation était aussi un cancre en la matière sous Jean-François Roberge. Qui est ministre responsable de l'accès à l'information aujourd'hui ? Jean-François Roberge. Il refuse de s'engager à rouvrir la loi d'ici la fin du mandat pour en corriger les nombreuses lacunes.

**le journal
de montréal**

Encore des écrans à l'école en Suède

Le grand retour annoncé du papier-crayon pourrait prendre des années à se mettre en branle, s'il se concrétise

DAPHNÉE DION-VIENS Le Journal de Québec

Alors que la présence des écrans dans les écoles québécoises est de plus en plus remise en question, la Suède est souvent citée en exemple comme étant le pays où le bon vieux livre a pris sa revanche sur la tablette en classe. Or la petite révolution annoncée n'est pas encore réalité et certains se demandent même si elle finira bel et bien par se concrétiser, a constaté

Mai 2023. La nouvelle ministre de l'Éducation suédoise, Lotta Edholm, annonce qu'elle veut réduire la place des écrans à l'école et y ramener les manuels scolaires et l'écriture manuscrite.

Des millions de dollars seront investis pour l'achat de livres dans les écoles suédoises, où les écrans sont présents depuis une bonne quinzaine d'années, et ce, parfois dès les classes de la petite enfance dans l'équivalent de nos garderies qui sont intégrées au réseau scolaire suédois.

« Les élèves ont besoin de davantage de manuels scolaires. Les livres papier sont importants pour l'apprentissage des élèves », a déclaré la ministre, qui estime que le réseau scolaire est allé « trop vite » avec l'introduction du numérique à l'école.

En Suède, de récentes études font état de problèmes de mémorisation, de concentration et d'apprentissage de la lecture liés à l'utilisation des tablettes en classe.

La proportion d'élèves suédois de 10 ans ayant de la difficulté à lire est d'ailleurs passée de 12 % à 19 % en cinq ans, ce qui a poussé le gouvernement de centre-droite à aller de l'avant avec ce virage.

La pandémie et la hausse récente de l'immigration dans ce pays pourraient toutefois aussi expliquer cette baisse, selon des experts.

PEU DE CHANGEMENTS CONCRETS

Or depuis la rentrée, peu de changements ont réellement eu lieu dans les écoles suédoises.

Au cours des derniers jours, Le Journal a contacté une vingtaine d'écoles de Stockholm, sans réussir à en

trouver une qui a procédé à des changements concrets cette année.

« Ce virage est très récent, aucune décision ou stratégie n'a encore été prise à ce sujet dans nos écoles », indique de son côté Nadia Bhere, agente des communications responsable des écoles primaires à Malmö, la troisième plus grande ville de Suède.

« Au cours des dernières années, nous avons consacré beaucoup d'efforts pour introduire le numérique en classe, il s'agit donc d'un grand virage annoncé, mais qui n'est pas encore amorcé », ajoute-t-elle.

PAS ENCORE DE DIRECTIVES

Il faut dire qu'aucune directive formelle n'a encore été adoptée à la suite de cette annonce.

Des démarches sont en cours afin de modifier le programme d'apprentissage en petite enfance, pour les enfants âgés de 5 ans et moins, afin de retirer l'obligation d'utiliser des appareils numériques dans les services de garde.

Une consultation menée par l'Agence nationale d'éducation, qui encadre le réseau scolaire, se déroule présentement jusqu'au début juin.

La ministre veut aussi apporter des modifications au programme de l'école primaire, mais rien de concret n'est encore sur la table.

RÉSEAU SCOLAIRE DÉCENTRALISÉ

Le réseau scolaire suédois est par ailleurs très décentralisé et il sera difficile de mettre en branle des changements malgré de nouvelles directives nationales, ajoute un Québécois qui enseigne dans une école secondaire en Suède depuis des années, mais qui a refusé d'être identifié.

« Les écoles ici ont beaucoup de latitude, elles font à peu près ce qu'elles veulent. Les changements impliquent beaucoup de résistance, plusieurs élèves ont leur ordinateur ou tablette en classe, alors ça va être très difficile de revenir en arrière », affirme-t-il.

Un directeur d'école primaire située près de Stockholm partage son avis. « C'est une annonce qui est avant tout politique. Je ne pense pas que ça va amener beaucoup de changements concrets, les appareils numériques sont déjà dans les écoles », affirme Thomas Österas.

« Mais il est possible d'avoir une approche plus équilibrée, ajoute-t-il. Chez nous, comme dans d'autres écoles, on n'a jamais cessé d'utiliser des livres et des manuels scolaires, même si on a des tablettes. »

Justice et faits divers

Confinement à Matane : «Tout n'a pas été parfait»

Par Victoria Baril, Le Soleil

Le confinement à l'école secondaire de Matane a créé une véritable onde de choc dans la communauté tranquille du Bas-Saint-Laurent. Depuis, certains citoyens se plaignent du manque de communication des autorités dans le dossier. «Tout n'a pas été parfait», conviennent-elles.

Le 9 avril dernier, deux élèves de l'école secondaire de Matane ont proféré des menaces liées à l'utilisation d'une arme à feu. Par prévention, la direction a rapidement décidé de placer les élèves et le personnel de l'école en confinement barricadé.

«Ce n'est pas la Sûreté qui a demandé à l'école de procéder de cette façon-là», précise Anne Mathieu, porte-parole de la Sûreté du Québec. «Nous, avant de procéder dans ce sens-là, on va toujours faire les vérifications appropriées pour voir si c'est bel et bien l'action qui est nécessaire.»

La décision étant déjà prise, les policiers ont emboîté le pas. «Nous sommes satisfaits de notre intervention. Nous avons répondu promptement à la situation qui a été présentée», mentionne Ann Mathieu.

Questionnée sur la raison exacte derrière la décision, Marie-Pierre Guénette, directrice par intérim du Centre de services scolaire Monts-et-Marées, n'a pas voulu s'avancer davantage. «Ce sont des propos menaçants qui ont été tenus par des élèves. La direction de l'école a jugé que la menace était suffisante pour déclencher un confinement barricadé.»

Absences

Rémika Bérubé, coordonnatrice en réussite éducative à l'organisme Espace Avenir, intervient régulièrement auprès d'une quarantaine d'élèves de l'école secondaire de Matane. De ce nombre, 22 ne sont pas retournés à l'école le lendemain matin.

«Ça a été plus difficile pour eux d'y retourner. Ce n'est pas tant la peur de l'événement, mais l'inquiétude que si

ça se reproduit, ça se peut que les jeunes ne se fassent pas arrêter à temps et que ça soit pire», témoigne-t-elle.

Dans toute l'école secondaire de Matane, 38 élèves ne sont pas revenus dans les deux jours suivant le confinement. Le lundi suivant, tous les élèves avaient réintégré leurs classes.

Certains parents ont été encore plus affectés que leurs enfants. Les intervenants psychosociaux du CIUSSS du Bas-Saint-Laurent sont intervenus ponctuellement auprès d'une cinquantaine de familles, indique son porte-parole Gilles Turmel.

Un manque de communication

«Les jeunes ne connaissent pas toute la vérité. Même moi je ne la connais pas encore. C'est beaucoup de oui-dire, beaucoup d'inquiétude», témoigne Rémika Bérubé, plus d'une semaine après le confinement.

Selon elle, le peu d'informations divulguées pendant et après l'événement a contribué au stress des parents et des jeunes.

«Je pense que la communauté a eu peur parce que ce sont des événements qui n'arrivent pas vraiment à Matane. Que ça arrive et qu'on n'ait pas d'information...L'école est confinée, il y a plein de rumeurs sur les réseaux sociaux. C'est quoi la réalité ? Est-ce qu'on est en danger ? Nos enfants sont-ils en danger ? Pour certains, ça n'a pas été favorable à leur anxiété.»

Après le déconfinement, les parents ont reçu un seul courriel leur indiquant que l'école rouvrirait ses portes le lendemain, sans plus de détails.

Certains n'ont pas apprécié ce manque de communication, si bien qu'ils préféré garder leur enfant avec eux pendant quelques jours. «Ce n'est pas vrai que je vais envoyer mon enfant à l'école si on ne me donne pas plus d'information», auraient dit certains d'entre eux à l'intervenante.

«Tout n'a pas été parfait»

Gilles Turmel, porte-parole du CISSS du Bas-Saint-Laurent, pense que l'expérience a été formatrice pour toutes les autorités impliquées.

«Tout n'a pas été parfait. Nos contacts avec le Centre de service scolaire ont été difficiles cette journée-là. On avait de la misère à leur parler. Je pense qu'ils étaient complètement débordés dans cette situation», dit-il.

Malgré ces commentaires, Marie-Pierre Guénette se dit généralement satisfaite des actions prises par la direction. «Je pense que certains parents souhaiteraient avoir plus d'informations, mais ce sont des informations

confidentielles qu'on ne pourrait pas donner», explique la directrice.

Qu'est-ce qui s'est réellement passé la journée du 9 avril ? La Sûreté du Québec et la directrice du Centre de services scolaire refusent de donner plus de détails. «Il y a une enquête. Ça concerne des élèves et il y a des lois qui protègent ces jeunes-là. Les informations qui ont été données, ce sont celles qu'on pouvait donner», martèle Mme Guénette.

«Est-ce que tout était parfait ? Non», convient-elle. «Dans les prochaines semaines, on va poursuivre l'analyse qui est déjà débutée. On aura des discussions avec la santé et la Sûreté du Québec pour voir si on peut améliorer des choses.»

De la DPJ au baccalauréat : tous n'ont pas cette chance

Alexandre Painchaud

Linda Corbo

Une nouvelle étude, publiée par cinq chercheurs québécois, révèle qu'un tiers des jeunes ayant vécu un placement à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) se retrouvent sans emploi et pas non plus aux études à l'âge de 21 ans. Quand on compare ce chiffre avec la population générale, il s'agit d'une proportion trois fois plus importante.

Les chercheurs indiquent que le taux de décrochage élevé est l'un des facteurs importants de ce taux de chômage. Seulement 25 % des 1136 jeunes qui ont participé à l'étude parviennent à compléter leur diplôme d'études secondaires avant l'âge de 19 ans.

C'est le cas de Koraly Lupien, qui est parvenue à terminer ses études secondaires, puis ses études collégiales, si bien qu'elle étudie actuellement à l'Université du Québec à Trois-Rivières et qu'elle appliquera prochainement au doctorat en psychologie.

J'ai eu un parcours avec des difficultés, j'ai dû rallonger mon parcours pour certaines raisons, alors je n'imagine pas quelqu'un qui a de la difficulté à l'école et qui a plus d'épisodes de placement que moi, dit-elle.

Koraly Lupien s'estime chanceuse d'avoir pu profiter d'une stabilité de son côté, elle qui a été limitée à trois familles d'accueil différentes, alors que certains se déplacent parfois dans sept, huit et même neuf familles d'accueil. Elle a de l'empathie pour eux.

Je comprends la difficulté du parcours, dit-elle. Souvent, ce sont des jeunes qui sont tellement occupés à penser

à d'autres choses qu'ils ne sont pas capables de s'investir.

Le défi de pouvoir se loger

L'étude révèle par ailleurs que la difficulté à se loger représente un autre facteur important. Un jeune qui est passé par la DPJ qui se retrouve par la suite en situation d'itinérance aura deux fois plus de problèmes à se trouver un emploi.

Certains disent aussi avoir vécu de la discrimination. Les employeurs leur auraient dit ne pas vouloir les embaucher en raison de leur passage à la DPJ.

Pour Jessica Côté-Guimond, qui a elle-même fait l'expérience de la DPJ et qui est aujourd'hui directrice du collectif Ex-placé DPJ, il importe d'encadrer le jeune très tôt dans sa vie.

On a des jeunes qui, à 18 ans, doivent faire un choix entre le travail ou l'école. Malheureusement, plusieurs d'entre eux vont faire le choix du travail, parce qu'ils doivent subvenir à leurs besoins, dit-elle. Nous, on demande qu'il y ait davantage de familles d'accueil et de foyers de groupe pour s'assurer d'humaniser et pour que la réadaptation ne prenne pas toute la place au détriment de la scolarisation.

Mme Côté-Guimond plaide aussi en faveur d'un meilleur suivi psychologique, car les jeunes qui sont passés par la DPJ ont un grand besoin de ce type de suivi en raison des traumatismes qu'ils ont vécus.

Grève dans le transport scolaire : le syndicat dénonce le « manque de respect » du CSS

Édouard Beaudoin

Le recours à un autre transporteur scolaire pour maintenir certains trajets par le Centre de services scolaire (CSS) de Kamouraska–Rivière-du-Loup ne passe pas pour le syndicat des chauffeurs d'Autobus Camille Mailloux RDL, qui débraye pour cinq jours.

Alors que 2000 enfants de l'ouest du Bas-Saint-Laurent sont privés de transport scolaire pour une deuxième journée consécutive, le CSS admet faire appel à une autre entreprise de transport pour assurer deux de ses 26 trajets sur son territoire, mais il assure qu'il est dans ses droits.

Nous avons une obligation de maintenir le plus possible les services aux parents, ce qui fait que nos contrats nous permettent de trouver d'autres fournisseurs de services, ce qui a été possible pour deux trajets dans le secteur de Saint-Antonin, où le nombre d'élèves touchés était particulièrement élevé, écrit Antoine Déry, directeur général du Centre de services scolaire.

Il évoque aussi, pour expliquer cette situation, un débordement de la clientèle et des problèmes de sécurité aux abords de l'école primaire Lanouette de Saint-Antonin, établissement où convergent ces deux trajets.

N'empêche, le syndicat qui représente la quarantaine de chauffeurs d'Autobus Camille Mailloux RDL dénonce ce choix. C'est sûr que nous, on voit ça comme un manque de respect, lance Pauline Bélanger, présidente du conseil central de la CSN pour le Bas-Saint-Laurent.

On se pose des questions parce que dans le contrat de service que [le CSS] a avec Autobus Camille Mailloux, il y a des clauses prévues en cas de grève, et on est en droit de se demander si ces clauses-là ont été respectées avant de faire appel à d'autres transporteurs, explique la syndicaliste. Ses membres réclament de meilleurs salaires, ceux-ci se situant actuellement autour de 25 000 \$ par année.

Toujours par écrit, le directeur général du Centre de services scolaire a rappelé que l'établissement scolaire est le client et non l'employeur d'Autobus Camille Mailloux RDL. Le centre de services scolaire ne commente ni n'intervient dans les relations de travail de ses fournisseurs de services.

Avec les informations de Fabienne Tercaefs

ICI  RADIO-CANADA

Une troisième semaine de grève en vue chez Autobus Voltigeurs de Drummondville

Jean-François Dumas

Pour une troisième semaine consécutive, 1500 des 10 000 élèves du Centre de services scolaire des Chênes de Drummondville seront privés de transport scolaire.

Les 36 chauffeurs d'Autobus Voltigeurs poursuivent en effet leur grève générale illimitée amorcée le 8 avril dernier.

C'est ce que le président du Syndicat des chauffeurs d'Autobus Voltigeurs (CSN), Jean-Guy Picard, vient de confirmer à Radio-Canada.

Selon lui, aucune avancée n'a été effectuée à la table de négociations dans le but de renouveler leur convention collective échue depuis juin dernier.

Ceux-ci gagnent en moyenne 19,22 \$ l'heure. Ils réclament un traitement similaire à ceux d'autres transporteurs scolaires ailleurs en province.

Musique

L'Orchestre pop revisite le répertoire de Verlène

Par Geneviève Beaulieu-Veilleux, Le Nouvelliste

Dans le cadre de son concert printanier, l'Orchestre pop propose de revisiter le répertoire de l'artiste trifluvienne Verlène, avec son spectacle Verlène symphonique. Pour les deux rendez-vous prévus les 18 et 19 mai prochains, des arrangements spéciaux seront à l'honneur, mais on remarquera surtout la présence d'artistes de la relève sur scène, alors que deux ensembles issus de l'école secondaire Chavigny accompagneront les musiciens.

Le public y découvrira l'univers de Verlène, une créatrice d'ici qui gravite en musique depuis 2014. Elle propose une musique pop baroque aux accents rock alternatif, que l'on peut associer au théâtre et au mouvement. Son univers musical constitue un lieu où chantent à l'unisson les spectres des sorcières de Salem et les sirènes des mythes homériques, des mélodies tant sombres que lumineuses avec une influence des trames sonores de musique cinématographique.

«Il est important pour nous en tant qu'orchestre de nous associer à des artistes actuels. Verlène a son style créatif bien personnel, elle est une femme-orchestre ! L'idée principale sera de ne pas faire à 35 musiciens ce que l'on peut faire à cinq ! On donnera toute l'importance aux arrangements», soutient le directeur musical et chef de l'orchestre Michel Kozlovsky.

Un concert pour «allumer des étincelles»

L'auteure-compositrice-interprète Gabrielle Proulx (alias Verlène) livrera plusieurs pièces de son répertoire, mais offrira aussi des chansons issues de ses influences musicales en visitant le répertoire de Daniel Bélanger ou Alanis Morissette. Enseignant la guitare à l'école Chavigny, Gabrielle Proulx a décidé de joindre l'utile à l'agréable en proposant aux élèves de son ensemble vocal et ceux de son ensemble de guitare de l'accompagner pour trois ou quatre pièces lors de ce concert. La cohorte sera composée au total d'une quarantaine de jeunes musiciens de la relève. «J'ai moi-même connu ce genre d'expérience. Les plus beaux souvenirs de mon secondaire sont associés à ce genre de spectacles. C'est là que j'ai su que je voulais faire ça

toute ma vie. Ce que j'espère, c'est de créer une étincelle chez les jeunes, de leur faire découvrir les coulisses d'un spectacle. Si un adolescent ne touche pas à un instrument, ne vit pas de concert, il y a peu de chances qu'il ne le fasse ensuite», affirme l'artiste, qui avait proposé pareille initiative dans le cadre d'un spectacle au FestiVoix en 2022.

«Je suis très fébrile, on dirait que j'ai 14 ans!»

— Verlène

«J'ai vraiment hâte. Ce sera une première expérience avec un vrai orchestre et j'ai hâte de voir comment ça va sonner sur scène et l'expérience que ce sera», affirme Gabrielle Sarrazin, élève de 3e secondaire. Elle se dit intriguée de découvrir les arrangements qui seront faits à partir des pièces, déjà «très orchestrales» de Verlène.

«Gabrielle est une humaine extraordinaire, on sent qu'elle a envie de partager ce spectacle, qui est son moment, avec nous.»

— Justin Lamy, élève de l'ensemble vocal

De son côté, Justin Lamy, également en 3e secondaire trouve que cette expérience à venir sera unique. «Depuis que je suis dans l'ensemble vocal, j'ai vécu trois spectacles et je me suis fait plein d'amis.» Passionné de guitare, Mathys Lalonde voit le futur concert comme une occasion de jouer de son instrument préféré et d'avoir du plaisir. «J'ai commencé en secondaire un à jouer et je peux dire que Gabrielle fait tout pour qu'on réussisse !» D'ailleurs, selon les dires de l'enseignante, l'élève aurait dépassé le maître au fil des ans. «Mathys pratique beaucoup, il en mange. Dans certains styles, je peux dire qu'il me dépasse aujourd'hui !»

«Je pense qu'on va vraiment vivre un moment ensemble», poursuit l'artiste. D'ailleurs, Verlène ne le cache pas, ce concert est un rêve qui se réalise pour celle qui fera la découverte sa musique revisitée en version symphonique. Le concert aura lieu les 18 et 19 mai respectivement à 19 h 30 et 14 h à la Salle Anaïs-Allard-Rousseau de Trois-Rivières. Les billets sont

présentement en vente au coût de 35 \$ en ligne
au www.culture3r.com/orchestre ou encore en
composant le 1 866 416-9797.

L'Éveil

Agression armée à la Polyvalente Deux-Montagnes: Ce que l'on sait

Dany Baribeau

Une femme âgée de 21 ans a été arrêtée le jeudi 11 avril à son domicile de Saint-Jérôme, après avoir exhibé une arme lors d'une altercation à l'extérieur de la Polyvalente Deux-Montagnes plus tôt dans la journée. Elle a été relâchée sous promesse de comparaître, mais devrait faire face à des accusations d'agression armée, de menace et de possession d'une arme dans un dessein dangereux, le 11 juillet à sa comparution.

L'inspecteur de la division des enquêtes à la régie de police du Lac des Deux-Montagnes, Jean-Philippe Labbé explique comment s'est déroulée l'intervention : « Nous sommes arrivés sur les lieux, avons sécurisé l'endroit et avons confirmé que la personne avait déjà quitté. Une fois l'endroit sécuritaire, nous avons laissé les gens circuler autour de l'école. Les policiers sont ensuite allés vérifier l'adresse de résidence de la dame à Saint-Jérôme, son véhicule étant sur place, les policiers ont procédé à son arrestation et l'ont ramenée au poste de Deux-Montagnes où elle a été rencontrée par les enquêteurs au cours de la soirée ».

“Aucun antécédent criminel”

La jeune femme n'avait aucun antécédent criminel et n'était pas connue des milieux policiers indique l'inspecteur. « Au terme de l'interrogatoire, elle a offert sa collaboration aux enquêteurs. Elle nous a aussi permis de récupérer l'arme utilisée dans l'altercation. Au courant de la journée, nous avons réalisé que c'était une arme à air comprimé, mais il y avait beaucoup de similitudes avec une vraie ».

Selon les premières versions, la jeune femme ne fréquente pas l'établissement scolaire de Deux-Montagnes et s'y serait présentée dans le but de défendre une jeune amie, supposément elle-même victime d'intimidation, bien que cela n'a pu être confirmé pour l'instant.

Une vidéo de l'incident circule sur internet, il est possible d'y voir un attroupement autour de deux jeunes femmes, dont celle tenant le fusil à air comprimé. Sur cette captation, difficile de différencier le « fusil à plomb » d'une arme à feu réelle. « Elle a un gun », peut-on entendre quelqu'un dire.

“Une journée comme les autres”

L'école n'a pas souhaité commenter la situation et au Centre de service scolaire des Mille-Îles, on nous informe qu'au lendemain de l'incident, c'était une journée « comme les autres » à la Polyvalente Deux-Montagnes.

« Le maintien d'un climat scolaire sain et sécuritaire est une priorité. Chaque école de la CSSMI est dotée d'un plan de lutte pour prévenir et combattre l'intimidation et la violence à l'école », explique par courriel Mélanie Poirier, conseillère en communication en Centre de service scolaire des Mille-Îles.

Si votre enfant est témoin ou victime de violence et d'intimidation, la CSSMI tient à rappeler qu'elle offre un service de plaintes bien structuré : <https://www.cssmi.qc.ca/cssmi/divers/plaintes-soutien-la-communaute>.

Ressources disponibles

Une équipe d'intervenants sur le plancher des écoles est disponible pour soutenir les élèves qui en ressentent le besoin et le personnel peut communiquer avec le Programme d'aide aux employés (PAE) en tout temps.

Une équipe d'incidents critiques peut également être déployée dans les milieux, lorsque nécessaire pour accompagner élèves ou membres du personnel dans des situations plus difficiles.

Hebdo Rive-Nord

Le CREVALE dévoile des initiatives pour la réussite scolaire dans Lanaudière

Afin de répondre au Plan de rattrapage scolaire et psychosocial du gouvernement lancé en janvier, le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE) a dévoilé les initiatives lancées dans la région.

Élaboré en concertation avec le milieu scolaire, ce plan vise le déploiement d'interventions favorisant le rattrapage scolaire et psychosocial des élèves touchés par la grève ou présentant une grande vulnérabilité en ce qui a trait à leur réussite éducative. Pour la région de Lanaudière, cela représente 635 765 \$, dont 99 % de la somme sont investis en services directs auprès des jeunes.

Bien que la région n'ait pas été touchée aussi durement en termes de nombres de jours de grève, la directrice générale du CREVALE, Ann-Marie Picard, se réjouit des sommes disponibles : « Ces sommes arrivent à point nommé alors que nous constatons une plus grande vulnérabilité des élèves de la région. La COVID et les jours de grève ont mis à mal la motivation et la santé psychologique des jeunes. Il est donc encourageant de voir que des partenaires de tous les horizons ont répondu à notre appel d'intensifier l'offre d'activités en soutien à la réussite éducative. Nous les remercions d'ailleurs chaleureusement de leur diligence. »

Un plan régional

Ce plan régional comprend des mesures, sur une base volontaire, qui seront déployées d'ici au 31 décembre 2024. Plusieurs activités et ateliers sont notamment offerts aux élèves en dehors des heures de classe afin de mettre en pratique, de façon ludique, leurs connaissances en français et en mathématiques.

- Dans la MRC de D'Autray, la Maison des jeunes de Lavaltrie propose le projet « Pair aidant », un groupe de soutien entre adolescents;

- Dans la MRC de Joliette, la municipalité de Saint-Paul propose le projet « Activation en cours! », des activités culinaires, sportives et d'écriture pour les adolescents pendant la saison estivale;

- Dans la MRC de L'Assomption, le Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption propose un soutien aux élèves en situation de retard dans les écoles secondaires du territoire.

- Dans la MRC de Matawinie, le Centre de pédiatrie sociale en communauté de Lanaudière propose consolidation et enrichissement des compétences en langage, lecture et mathématiques ainsi que des fonctions exécutives des élèves de 5 à 17 ans grâce à différents jeux de société;

- Dans la MRC de Montcalm, Au bonheur des aînés propose un club de lecture et groupe d'écriture pour les adolescents et projet de correspondance avec les aînés;

- Dans la MRC Les Moulins, la Ville de Terrebonne propose une programmation riche et ludique sur la lecture, l'écriture et l'art pour les 5 à 12 ans dans les quatre bibliothèques de la ville.

Enfin, une offre régionale est également proposée aux écoles, municipalités et organismes communautaires avec notamment un atelier « Saccage ce cahier » sur le thème de la santé mentale auprès des 12 à 25 ans; plusieurs animations ludiques offertes par Édu GoPro pour les 6 à 12 ans comportant un jeu-questionnaire, de la programmation adaptée, des jeux créatifs, etc.; Trousse sensorielle et culinaire distribuées par Loisir et Sport Lanaudière aux camps de jour estivaux.

Pour tous les détails de l'offre de services, rendez-vous dans la section sur le site de l'organisme. (LP)

L'Avenir et des Rivières

125 nouveaux étudiants pourront être formés en fabrication métallique industrielle

PAR XAVIER DEMERS

ÉDUCATION. La députée de Brome-Missisquoi, Isabelle Charest, a annoncé un investissement de plus de 5,1 M\$ pour permettre à 125 nouveaux étudiants de prendre part à l'une des trois formations en fabrication métallique industrielle en alternance travail-études au Campus Brome-Missisquoi.

Vingt étudiants en soudage-montage, quatre-vingt-dix en opération d'équipement de production et quinze en usinage pourront donc bénéficier de cette formation.

Les sommes investies seront utilisées entre autres pour rémunérer les étudiants en milieu de travail et appuyer les entreprises dans le cadre d'acquisition d'équipement et de matériel nécessaire.

« Ça met de l'avant l'importance de la concertation avec les acteurs du milieu et qui démontre que nous tenons compte des réalités de chaque région en développant des initiatives qui répondent aux besoins spécifiques de chacune d'elles, a déclaré M^{me} Charest lors de l'annonce lundi. Le marché du travail a grandement évolué ces dernières années. Pour faire face aux défis de main-d'œuvre et recruter des travailleurs qualifiés, les entreprises doivent innover et accroître constamment leur attractivité. La formation et le développement des compétences des travailleurs sont assurément de bons moyens pour appuyer l'essor de nos entreprises. »

Le directeur général de PERFORM, le Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle, Carl Boily, est très heureux de cette annonce et martèle l'importance de ce secteur dans l'économie du Québec.

« Ce sont 95 000 emplois répartis à peu près partout au Québec, soutient-il. C'est 20 % du produit intérieur brut manufacturier de la province, 20 % des exportations manufacturières et 20 % des emplois manufacturiers. C'est surtout un secteur sur lequel beaucoup d'autres secteurs priorités par le gouvernement du Québec s'appuient, qu'on parle de la santé, du virage vert, le virage technologique, la construction ou la stratégie d'aluminium. »

CAMPUS BROME-MISSISQUOI

Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs et la Commission scolaire Eastern Townships, qui dirigent conjointement le Campus Brome-Missisquoi, sont aussi très contents des sommes investies.

« C'est essentiel que nous innovions quant aux façons d'enseigner et de former le personnel pour toutes sortes d'industrie, a déclaré le président de la Commission scolaire Eastern Townships, Michael Murray. Cette approche, qui inclut différents intervenants, est essentielle. Je suis très heureux au nom de notre communauté anglophone particulièrement que notre centre a été choisi pour ceci. C'est une opportunité extraordinaire pour nos jeunes anglophones de devenir confortable dans un milieu de travail en français. »

« Ce qui est intéressant aussi avec cette approche, c'est la reconnaissance de la formation professionnelle comme étant un levier important de développement économique, pour nos jeunes, nos communautés, a ajouté le directeur général du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, Carl Morissette. La pénurie de main-d'œuvre, la productivité des entreprises, oui, ça concerne

l'ensemble des acteurs de notre communauté. Le fait d'avoir un projet qui rejoint tant les industries que les centres de formation ou les différents gouvernements est pour nous très important. »

ENTREPRISES

Confrontées à une pénurie de main-d'œuvre d'employés qualifiés dans ce domaine, les entreprises se réjouissent de ce type de programme qui permet une intégration plus facile au marché du travail.

C'est le cas de BRP, à Valcourt.

« Nous, on est chanceux, ça fait déjà plusieurs années qu'on fait affaire avec le Campus, explique le technicien en formation et développement des compétences chez BRP, Richard Lefebvre. On a plus

d'une dizaine de travailleurs qui ont passé par un programme identique à ça. L'alternance travail-études, ça a été super payant pour nous. Nos travailleurs se sont développés tout en travaillant chez nous à travers des stages. Ils sont prêts beaucoup plus rapidement. On sent aussi un lien d'attachement qui s'est créé. »

« Quand ils ont terminé leur formation, il n'y avait plus de courbe d'apprentissage, renchérit le chef d'équipe en intégration et développement des compétences chez BRP, Martin Doyon. Ils connaissaient déjà leur rôle et le travail. Ça a ôté de la pression sur ces travailleurs-là et, aujourd'hui, le taux de rétention est de 100 %. Au Campus, ils ont une rigueur très élevée avec les élèves. Quand le travailleur arrive chez nous, il est beaucoup plus prêt aux défis du marché du travail. »

La Relève Boucherville

Vieux-Boucherville : une micro-forêt récolte un prix

Par Diane Lapointe



La microforêt a été aménagée à l'été 2023. (Photo : Archives - La Relève)

La microforêt qui a pris racine à l'été 2023 dans le Vieux-Boucherville, plus exactement dans la cour de l'école orientante l'Impact, a remporté un Prix Coup de cœur du Centre de services scolaire des Patriotes.

@R: Le projet qui s'est étalé sur deux années a été réalisé par la Bouchervilloise Chantal De Menezes, architecte paysagiste et designer, avec

la collaboration de la direction de l'école, du Centre de services scolaire et de la Ville de Boucherville.

La microforêt, une forêt dense à croissance rapide, a été implantée à même le stationnement de l'école. Elle est composée de 442 végétaux incluant plus de 100 arbres. Le conseil des élèves de l'école orientante l'Impact avait soulevé le manque d'espaces verts à l'extérieur et au même moment, le camp de jour Croque-Science manifestait son intérêt d'utiliser leurs installations extérieures l'été. Ils ont donc travaillé ensemble et avec l'équipe de Mme De Menezes pour réaliser le projet qui s'est vu décerner le Prix Collaboration lors de la cérémonie de remise des Prix inspiration Patriotes 2024 du Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP), le 11 avril, à l'école secondaire De Mortagne à Boucherville. Pour Chantal De Menezes, « ce projet inspirant, fruit de la collaboration de plusieurs acteurs, est le symbole vivant de ce qui est possible d'accomplir lorsqu'une communauté se mobilise; alliant à la fois lutte contre les changements climatiques et promotion de la sécurité alimentaire. »

Une classe de maternelle 4 ans ouvre à Saint-Michel

MARC-ANDRÉ COUILLARD

macouillard@coupdoeil.info

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS) annonce l'ouverture de deux nouvelles classes de maternelle 4 ans à temps plein, dont une à l'école primaire Saint-Michel-Archange, à Saint-Michel, et ce, à compter de la rentrée 2024-2025.

L'autre classe de maternelle 4 ans ouvrira à l'école Louis-Lafortune, située à Delson.

ENFANTS ADMISSIBLES

Les enfants admissibles à la maternelle 4 ans doivent être âgés de 4 ans avant le 1^{er} octobre 2024. Ils doivent aussi demeurer dans une résidence située sur le territoire de l'école.

La fréquentation de la maternelle 4 ans se fait sur une base volontaire.

INSCRIPTION

Les parents qui veulent inscrire leur enfant sont invités à prendre rendez-vous, du lundi au vendredi, avec le secrétariat de l'école. À l'école Saint-Michel-Archange, le secrétariat est ouvert de 8 h 15 à 11 h 30, et de 13 h à 15 h. Pour joindre

cette école, il faut composer le 514 380-8899, poste 4721.

DOCUMENTS À FOURNIR

Lors de l'inscription, les parents devront fournir trois documents, dont le formulaire d'inscription dûment rempli, ainsi que le certificat de naissance grand format.

Il faut aussi soumettre une preuve de résidence, comme un compte de taxes, une facture d'électricité ou encore un permis de conduire (sans étiquette de changement d'adresse).

PRIORITÉ

Comme le nombre de places est limité, la priorité est accordée aux enfants qui n'ont pas fréquenté un service de garde éducatif régi par l'État durant l'année 2022-2023.

Par la suite, dans le respect de ce critère, une analyse des besoins de chacun des enfants, dont l'inscription aura été complétée d'ici au 3 mai 2024, sera effectuée par le CSSDGS et servira à déterminer la priorité d'inscription.

Pour prendre connaissance de l'ensemble des critères d'inscription, il suffit de visiter le site Internet: cssdgs.gouv.qc.ca/admission.

DÉBUT DES TRAVAUX D'UN NOUVEAU GYMNASÉ À L'ÉCOLE SAINT-GÉRARD

YOHANN HARVEY SIMARD
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE
DE JOURNALISME LOCAL
yohann.harvey.s@trium.media

C'est tout sourire que les élèves de l'école primaire Saint-Gérard, à Desbiens, célébraient la semaine dernière le début des travaux de construction de leur nouveau gymnase. Un chantier dont le coût total s'élève à 7 M\$.

« C'était capital d'avoir un nouveau gymnase. Celui qu'on a en ce moment n'a

pas les dimensions standards. Il est vraiment petit et ça nous empêche de pouvoir pratiquer certains sports », indique le directeur de l'école Saint-Gérard, Jonathan Dupéré.

Le nouveau gymnase possèdera une superficie de 432 m² et sera construit du côté de l'école. La méthode de construction retenue permettra par ailleurs de conserver la fenestration afin de maintenir un maximum de luminosité à l'intérieur des classes.

Le gymnase sera aussi doté de douches grâce à un soutien financier de la Ville de

Desbiens de 37 000\$. Les douches seront surtout utiles aux citoyens qui feront l'usage du gymnase, dont il sera possible de faire la location en dehors des heures de classe.

Le gymnase devrait être prêt pour la prochaine rentrée scolaire.

Un projet plus gros que prévu

Annoncé il y a deux ans, le projet a depuis été revu. Il comprend maintenant l'aménagement de deux nouveaux locaux à même le gymnase actuel de l'école.

La bibliothèque sera déménagée dans l'un des deux, tandis que l'autre local servira de salle multifonctionnelle. Les cours d'anglais et de musique, qui devaient jusqu'à maintenant se tenir dans la bibliothèque, auront ainsi leur propre local.

La séparation du gymnase en deux locaux distincts se fera grâce à un rideau séparateur financé par la municipalité.

Une réorganisation scolaire contestée par des parents

ÉRIC PATENAUDE

epatenaude@granbyexpress.com

ÉDUCATION. Bien établis dans leur milieu, des enfants aux besoins particuliers de l'École Saint-Jean, de Granby, pourraient être appelés à fréquenter l'école de L'Étincelle pour la rentrée 2024 à la demande du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSSVDC). Une réorganisation scolaire qui ne fait aucun sens, estiment des parents concernés par cet éventuel transfert.

« Si vous recevez cette lettre, c'est que votre enfant vivra un changement d'école l'an prochain en lien avec une réorganisation des services éducatifs HDAA (handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage). (...) Dans le but de bien répondre aux besoins des élèves dans chacun des regroupements des classes spécialisées, nous devons procéder à certains changements. Soyez assurés que nous misons sur la meilleure transition possible », peut-on lire dans la communication transmise aux parents d'une quinzaine d'élèves visés par cette relocalisation, dont le GranbyExpress a obtenu copie.

Pour Carollane Gaudreau, la lecture de cet écrit reçu à la fin du mois de mars a eu l'effet d'une bombe pour elle et les autres membres de sa famille. De voir son fils, Noah, atteint de trisomie 21, plier bagage encore une fois vers une autre école n'a pas sa raison d'être. Pour le garçon de 7 ans, il s'agirait d'une troisième école en trois ans.

« Je vais aller à la guerre », raconte la mère déterminée à tout faire pour le bien-être de son fils. « Pour nous, un changement d'école, c'est immense. La routine pour Noah, c'est important. Il a besoin de repères », confie la maman.

Pour la résidente de Bromont, un possible transfert viendrait complètement chambarder le train-train quotidien du garçon qui quitte la maison tous les matins vers 7 h05. Augmentation du stress et de l'anxiété, difficulté de sommeil, rongage d'ongles. Un dur passage qu'elle et son conjoint ont vécu durant trois mois lors de la mutation de leur fils de l'École de la Chantignolle vers l'École Saint-Jean.

« Je veux aller jusqu'au bout de cette affaire. Ce n'est pas ce que je veux pour mon fils.

Pourquoi ne pas leur faire une belle classe », se questionne la mère.

Pour d'autres parents, le mouvement d'élèves proposé par CSSVDC a aussi eu l'effet d'une douche d'eau froide. C'est le cas d'Isabelle Leclair, dont l'enfant de 9 ans a une déficience intellectuelle moyenne (DIM).

« Quand j'ai lu le courriel vide d'indications concernant le changement d'école, j'ai tout de suite écrit à l'enseignante de mon fils pour savoir ce que je pouvais faire pour contester cette décision. C'est à ce moment que tout a déboulé. Nous avons su où s'en iraient les classes. Nous n'avons jamais été consultés pour un tel chamboulement dans la vie de nos enfants et ce qui me met hors de moi, c'est qu'ils (CSSVDC) osent dire qu'ils vont minimiser les impacts », mentionne M^{me} Leclair. Selon cette dernière, son garçon progresse depuis son arrivée à l'École Saint-Jean. « À son arrivée à l'École Saint-Jean, Danick ne parlait pas. Maintenant, il arrive à faire quelques phrases grâce à la confiance et à la stabilité ainsi qu'avec l'aide de celles qu'il l'aide au quotidien. »

UNE DÉCISION ADMINISTRATIVE INSENSÉE

Également mère d'un enfant trisomique et conseillère à l'inclusion scolaire et sociale à la Société québécoise de la déficience intellectuelle et pour le Regroupement Trisomie 21, Lorraine Doucet juge que l'avenue prisée par le CSSVDC dans ce dossier ne tient pas la route en 2024.

« Les centres de services scolaire eux pensent avoir le cœur à la bonne place. Toutefois lorsqu'on subit leurs bonnes intentions, c'est là que l'on considère que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Eux répondent à leurs besoins administratifs. C'est-à-dire de regrouper des classes d'élèves, ça va être plus facile pour tout le monde. Ce sont des élèves avec une déficience intellectuelle, on les met ensemble. Sauf qu'ils vont carrément à l'encontre de la Charte des droits et libertés. Tu ne peux pas déplacer des élèves

sous le principe qu'ils ont le même diagnostic, le même handicap », soutient M^{me} Doucet.

Par ailleurs, l'enracinement des élèves DIM dans un nouveau milieu scolaire peut s'échelonner sur quelques années, avance la conseillère en inclusion scolaire et sociale qui n'a pas de félicitations à faire aux instances de Val-des-Cerfs.

« Pour le petit Noah, trois écoles en trois ans, c'est quoi la réponse aux besoins de cet enfant ? J'ai bien hâte d'entendre la réponse du centre de services scolaire (...). Ce que je trouve plate dans ce dossier-là, c'est qu'on envoie une lettre froide aux parents en leur disant que leur enfant s'en va ailleurs. Pas de rencontre avec la direction d'école, pas d'explications. On passe par la lettre froide pour faire sauter toute la confiance envers le centre de services scolaire et après on leur dit qu'on peut dialoguer. »

LES PARTIES DISCUTENT

Une rencontre entre les parents et la direction du CSSVDC a eu lieu en début de semaine pour faire le point. « Ils nous ont écoutés. Je l'ai apprécié », exprime Cynthia Pollender, maman d'un enfant de 9 ans atteint d'un trouble du spectre de l'autisme.

De son côté, Carollane Gaudreau n'ose pas trop se faire d'illusion quant au résultat de cette table ronde avec Val-des-Cerfs. « On va leur laisser faire leur travail », laisse entendre la mère de Noah.

Pour ce qui est de Val-des-Cerfs, le processus d'évaluation du dossier suivra son cours dans les semaines à venir.

« Nous avons entendu l'avis des parents, que nous prenons en considération. Nous avons également pu détailler les raisons et le contexte qui nous amènent à ce choix, notamment le fait de réaliser un pôle d'expertise à l'École de l'Étincelle fondée sur le modèle d'inclusion (19 classes sur 22 sont fréquentées par des élèves au régulier) (...). Nous avons convenu de maintenir un dialogue ouvert de part et d'autre et de leur revenir dans les meilleurs délais. C'est ce que nous ferons. Nous pourrions vous tenir informés quand ce sera fait. Pour l'instant, notre travail n'est pas terminé », indique Audrey Leboeuf, coordonnatrice, intérimaire aux communications au CSSVDC.

Un 26^e tournoi de golf de la Fondation pour l'encouragement scolaire

Activité-bénéfice | Les organisateurs vous invitent à la 26^e édition du tournoi de golf de la Fondation pour l'encouragement scolaire (FPES). Les bénéfices réalisés sont entièrement investis dans des projets sportifs, communautaires et culturels et sous forme de bourses dans les établissements scolaires des MRC de L'Assomption et des Moulins afin de favoriser la réussite du plus grand nombre d'élèves.

Pierre Chartier | pchartier@medialo.ca

« Malgré que l'hiver, quoique moins rigoureux, n'est pas encore terminé au Québec, la FPES est très fière de vous annoncer la tenue de son tournoi de golf annuel, au magnifique Club de golf Le Mirage. Notre événement se tiendra donc le jeudi 27 juin prochain et de nombreuses surprises vous attendent afin que cette journée soit mémorable pour vous et vos invités. Outre la qualité des verts et du terrain qui ne sont plus à faire, il y aura de nombreux concours sur le terrain et vous pourrez bénéficier de plusieurs kiosques à nourriture et consommation. Également, nous aurons des « Food truck » sur place au 9 ½ afin de vous offrir gracieusement la nourriture qui promet d'être aussi abondante, variée, qu'originale. Soyez assurés que vos invités vous parleront longtemps de cette journée! Il faudra faire vite, les places partent vite et sont limitées. Le formulaire d'inscription vous sera acheminé dans les prochains jours. » - Rodger Brulotte président.

Améliorer le développement et la réussite scolaire grâce au jeu

pour tous - Dans le but de poursuivre sa mission nous pourrions faire notre part», explique la directrice générale des enfants vulnérables au niveau de leur développement du CPSCL, Marie Suzy Riopel.

les règlements des jeux, l'intervenant va pouvoir les expliquer et le tuteur pourra répéter et continuer de jouer avec le jeune. C'est fort enrichissant parce qu'un lien parent-enfant qui est solide a aussi un impact sur le développement scolaire.»

Ce sont plus de 300 jeunes à travers les trois MRCs qui pourront en profiter. Bien que les séances de jeux se feront lors des rendez-vous avec les intervenants, l'équipe du CPSCSCL souhaite offrir certaines plages horaires pour que les enfants puissent s'amuser en allant directement dans les points de service de Joliette et de Chertsey. Pour ce qui est de Montcalm, les élèves peuvent être soutenus par des professionnels, mais le point de service du secteur ne sera accessible qu'à l'automne de cette année. Marie Suzy Riopel imagine également diversifier son projet avec le prêt de livres, mais le tout reste à être confirmé.

En terminant, le CPSCSCL voulait remercier trois partenaires clés de «Un jeu pour tous», soit la Ville de Joliette, la Fondation des Samares, pour avoir encouragé le projet grâce à une contribution de 5000 \$, ainsi que le CRÉVALE pour son financement de 50072 \$.

125 nouveaux étudiants pourront être formés en fabrication métallique industrielle

XAVIER DEMERS

xdemers@journalleguide.com

ÉDUCATION. La députée de Brome-Missisquoi, Isabelle Charest, a annoncé un investissement de plus de 5,1 M\$ pour permettre à 125 nouveaux étudiants de prendre part à l'une des trois formations en fabrication métallique industrielle en alternance travail-études au Campus Brome-Missisquoi.

Vingt étudiants en soudage-montage, quatre-vingt-dix en opération d'équipement de production et quinze en usinage pourront donc bénéficier de cette formation.

Les sommes investies seront utilisées entre autres pour rémunérer les étudiants en milieu de travail et appuyer les entreprises dans le cadre d'acquisition d'équipement et de matériel nécessaire.

« Ça met de l'avant l'importance de la concertation avec les acteurs du milieu et qui démontre que nous tenons compte des réalités de chaque région en développant des initiatives qui répondent aux besoins spécifiques de chacune d'elles, a déclaré M^{me} Charest lors de l'annonce lundi. Le marché du travail a grandement évolué ces dernières années. Pour faire face aux défis de main-d'œuvre et recruter des travailleurs qualifiés, les entreprises doivent innover et accroître constamment leur attractivité. La formation et le développement des compétences des travailleurs sont assurément de bons moyens pour appuyer l'essor de nos entreprises. »

Le directeur général de PERFORM, le Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle, Carl Boily, est très heureux de cette annonce et martèle l'importance de ce secteur dans l'économie du Québec.

« Ce sont 95 000 emplois répartis à peu près partout au Québec, soutient-il. C'est 20 % du produit intérieur brut manufacturier de la province, 20 % des exportations manufacturières et 20 % des emplois manufacturiers. C'est surtout un secteur sur lequel beaucoup d'autres secteurs prioritaires par le gouvernement du

Québec s'appuient, qu'on parle de la santé, du virage vert, le virage technologique, la construction ou la stratégie d'aluminium. »

CAMPUS BROME-MISSISQUOI

Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs et la Commission scolaire Eastern Townships, qui dirigent conjointement le Campus Brome-Missisquoi, sont aussi très contents des sommes investies.

« C'est essentiel que nous innovions quant aux façons d'enseigner et de former le personnel pour toutes sortes d'industrie, a déclaré le président de la Commission scolaire Eastern Townships, Michael Murray. Cette approche, qui inclut différents intervenants, est essentielle. Je suis très heureux au nom de notre communauté anglophone particulièrement que notre centre a été choisi pour ceci. C'est une opportunité extraordinaire pour nos jeunes anglophones de devenir confortable dans un milieu de travail en français. »

« Ce qui est intéressant aussi avec cette approche, c'est la reconnaissance de la formation professionnelle comme étant un levier important de développement économique, pour nos jeunes, nos communautés, a ajouté

le directeur général du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, Carl Morissette. La pénurie de main-d'œuvre, la productivité des entreprises, oui, ça concerne l'ensemble des acteurs de notre communauté. Le fait d'avoir un projet qui rejoint tant les industries que les centres de formation ou les différents gouvernements est pour nous très important. »

ENTREPRISES

Confrontées à une pénurie de main-d'œuvre d'employés qualifiés dans ce domaine, les entreprises se réjouissent de ce type de programme qui permet une intégration plus facile au marché du travail.

C'est le cas de BRP, à Valcourt.

« Nous, on est chanceux, ça fait déjà plusieurs années qu'on fait affaire avec le Campus, explique le technicien en formation et développement des compétences chez BRP, Richard Lefebvre. On a plus d'une dizaine de travailleurs qui ont passé par un programme identique à ça. L'alternance travail-études, ça a été super payant pour nous. Nos travailleurs se sont développés tout en travaillant chez nous à travers des stages. Ils sont prêts beaucoup plus rapidement. On sent aussi un lien d'attachement qui s'est créé. »

« Quand ils ont terminé leur formation, il n'y avait plus de courbe d'apprentissage, renchérit le chef d'équipe en intégration et développement des compétences chez BRP, Martin Doyon. Ils connaissaient déjà leur rôle et le travail. Ça a ôté de la pression sur ces travailleurs-là et, aujourd'hui, le taux de rétention est de 100 %. Au Campus, ils ont une rigueur très élevée avec les élèves. Quand le travailleur arrive chez nous, il est beaucoup plus prêt aux défis du marché du travail. »

Développements près de la future école

La mairesse de Belœil, Nadine Viau, a indiqué lors de la dernière séance publique du conseil municipal que les promesses d'achat pour les deux terrains où serait construite la future école de Belœil étaient dorénavant signées, amenant la Ville à adopter une dépense de 7 630 000 \$ et un emprunt de 2,8 M\$ pour leur acquisition et l'exécution de travaux de construction de conduites d'aqueduc, de conduites d'égout pluvial et sanitaire, de voirie et d'éclairage sur la rue Serge-Pepin. Il est maintenant temps de penser au prolongement des rues Paul-Perreault et Serge-Pepin, qui doivent éventuellement se rejoindre à proximité de la future école.

Toujours dans le dossier du futur quartier, la Ville a demandé à la firme Atelier Pierre Thibault de bonifier le plan directeur d'aménagement du secteur afin d'en arriver à un programme particulier d'urbanisme (PPU), un contrat estimé à 80 000 \$, plus taxes, accordé de gré à gré. Pour la mairesse, ce mandat doit servir à « transposer la vision du quartier que [la Ville] souhaite avoir dans des règlements ». Les citoyens seront invités à participer à une consulta-

tion publique dès cet automne pour constater les avancées du projet.

Rappelons que les champs situés au nord du quartier des Bourgs de la Capitale, le long de la rue Saint-Jean-Baptiste, entre le boulevard Yvon-L'Heureux et l'autoroute 20, sont voués à devenir un imposant développement immobilier de 4000 portes. O.D.

Plus de 2 M\$ à investir pour le dôme de musique

Denis Bélanger | L'Œil Régional

Les travaux de réfection du dôme contenant les locaux de musique à l'école secondaire Ozias-Leduc de Mont-Saint-Hilaire risquent de coûter bien moins cher qu'anticipé.

Le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) a reçu cinq soumissions pour le contrat d'une nouvelle toiture et une nouvelle enveloppe. Dans l'appel d'offres, le CSSP avait notamment évalué le projet à un maximum de 6,6 M\$. La plus haute proposition s'élève à 3,2 M\$ de l'entreprise Norgéreq ltée de Montréal.

Le plus bas soumissionnaire est Constructions RDJ de Saint-Hubert avec une offre de 2 671 360 \$. Constructions Bâtiments Québec de Saint-Mathieu-de-Belœil arrive au deuxième rang avec une soumission plus élevée de seulement 7640 \$.

Les autres soumissionnaires sont Genium Construction de Sainte-Madeleine (3,039 M\$) et Construction Serge Bergeron de Saint-Mathieu-de-Belœil (3,094 M\$).

L'appel d'offres a été publié le 28 février dernier et l'ouverture des enveloppes a eu lieu le 5 avril. Au moment de mettre sous presse, le contrat n'avait pas encore été attribué. Le début des travaux est fixé au 5 août prochain et la fin des travaux est prévue en août 2025.

Notons que le Centre de services scolaire des Patriotes avait d'abord prévu faire les travaux pour les locaux de musique dès la rentrée scolaire 2022. L'organisation avait fait un appel pour cette structure et aussi pour le dôme de la bibliothèque. Les soumissions étaient beaucoup plus élevées que le maximum prévu de 9,09 M\$ en raison de l'inflation. Le CSSP avait ainsi annulé l'appel d'offres puis décidé de faire les interventions sur la bibliothèque d'abord.

Des projets scolaires récompensés

Sept projets d'établissements primaires, secondaires et de la formation professionnelle du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH) figurent parmi les gagnants de la finale locale du *Défi OSEntreprendre*. Parmi ceux-ci, quatre projets ont été réalisés sur le territoire de la MRC d'Acton.

À l'école primaire Saint-André, à Acton Vale, trois projets ont retenu l'attention du jury local, soit le *Lunch cool de Noël* (1^{er} cycle), OPNI + (2^e cycle) pour les objets perdus non identifiés, et les bonbonnières d'Halloween (adaptation scolaire primaire). Du côté de la Polyvalente Robert-Ouimet, le projet *En vouLAITUE une?* (adaptation scolaire secondaire et éducation des adultes) a également été sélectionné.

Pour une autre année, la responsabilité locale du territoire desservi par le CSSSH reposait sur l'organisme Espace carrière. Ce dernier possède déjà une vaste expérience au cœur même de la mise en œuvre de pro-

jets entrepreneuriaux dans le milieu scolaire, et ce, tant par le soutien offert aux équipes-écoles que par la valorisation d'une culture entrepreneuriale auprès des élèves. Le jury était composé de Kathia Cool, du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH), de Noémie Derkzen, d'Espace carrière, de Martine Normandeau, de la SADC Saint-Hyacinthe-Acton, d'Annick Lefrançois, de la MRC d'Acton, de Jérôme Farand, de Saint-Hyacinthe Technopole et de Vincent Mathieu, de la Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe.

Les projets entrepreneuriaux permettent d'éveiller plusieurs qualités chez les élèves, notamment la persévérance, le leadership, l'autonomie, la créativité, la coopération et le sens de l'organisation. Le sentiment de valorisation et d'accomplissement anime l'ensemble des élèves à travers chacune des étapes de réalisation, car la réussite réside dans la participation individuelle à un projet collectif, indépendamment de l'ampleur de ce dernier.

Les écoles des Appalaches ont saisi l'opportunité d'apprentissage

CLAUDIA FORTIER

cfortier@courrierfrontenac.qc.ca

ÉDUCATION. Les élèves du Centre de services scolaire (CSS) des Appalaches ont eu la chance le 8 avril de vivre une expérience dont ils se souviendront longtemps. De nombreuses activités avaient été organisées à travers les écoles de la région afin de souligner cette journée d'éclipse solaire totale et de permettre aux jeunes de l'observer en groupe.

Alors que plusieurs établissements d'enseignement à travers la province avaient décidé de fermer leurs portes par souci de sécurité, ceux des Appalaches ont fait le choix de se servir de cette occasion spéciale afin de l'utiliser comme moyen pédagogique. « La décision de maintenir les établissements ouverts et de saisir l'opportunité d'apprentissage extraordinaire pour les élèves s'est avérée judicieuse. L'ensemble de notre communauté scolaire a pu profiter de cette expérience unique, en toute sécurité », a indiqué le directeur général du CSS des Appalaches, Jean Roberge.

Des lunettes d'observation avaient été fournies pour chaque élève et membre du personnel. Le 8 avril, l'organisation en a également distribué un millier à des citoyens n'ayant pas réussi à s'en procurer, et ce, gratuitement. Plusieurs services de garde et des résidences pour personnes âgées ont notamment pu en bénéficier.

Pierre Groleau, conseiller pédagogique au CSS des Appalaches, avait été mandaté comme personne responsable du

dossier éclipse. Ce dernier a qualifié la journée d'activités de parfaite, soulignant que tout s'était très bien passé. « Nous n'avons reçu aucun signalement particulier, il n'y a eu que du bonheur », a-t-il affirmé en entretien avec le Courrier Frontenac.

Alors que le fait saillant était bien entendu l'observation de l'éclipse, de nombreuses activités entourant cet événement avaient été organisées : écoles décorées, musique, camion de cuisine de rue avec queues de castor, collations, breuvages, cabines photo (photobooths), coloriage, etc. Certaines ont également offert une projection sur écran de l'émission spéciale en direct de l'ASTROLab du Mont-Mégantic ainsi que de la conférence de l'astronaute David Saint-Jacques.

Au niveau du secondaire, une récolte de données liées à l'éclipse a été organisée. Les élèves du cours Lab créatif de la Polyvalente de Disraeli avaient en effet programmé des micro-contrôleurs afin qu'ils enregistrent aux cinq secondes l'intensité lumineuse et la température lors de l'éclipse. Ils ont ainsi analysé plus de 5000 données récoltées. Selon leurs capteurs, la température aurait chuté jusqu'à 2°C.

Dans les semaines précédant la journée du 8 avril, des formations avaient été offertes aux enseignants ainsi qu'aux élèves pour en savoir plus sur ce phénomène naturel. Celles-ci étaient dispensées par le programme « À la découverte de l'univers » et sa directrice Julie Bolduc-Duval. Des projecteurs à sténopé pour observer l'éclipse avaient aussi été fabriqués par les élèves.

« Le suivi continue en classe, notamment par l'entremise de l'enseignement et de projets en art. Il y a des planètes qui étaient visibles au cours de l'éclipse, alors il y a des classes qui en ont profité afin d'introduire la matière sur le système solaire. [...] Ce fut un bel événement pour tout le monde et nous en sommes vraiment heureux », a conclu M. Groleau.

Lab-École : un concours pour trouver un nom

ÉDUCATION



©Photo : archives

Le Lab-École ouvrira lors de la prochaine rentrée scolaire.

Le Centre de services scolaire des Phares propose un concours pour déterminer le nom de la nouvelle école primaire de Rimouski.

Cette démarche participative s'adresse aux élèves, aux parents, aux membres du personnel et aux membres de la communauté. L'objectif est d'avoir un nom pour le Lab-École en vue de la rentrée scolaire 2024.

La population est invitée à faire une ou plusieurs propositions en fonction des critères suivants : favoriser un sentiment d'appartenance et être significatif pour la communauté, être en lien avec la réalité historique, géographique, culturelle ou sociale du milieu, être approprié à une école primaire afin que les élèves puissent y trouver une référence à leur spécificité, avoir un caractère signifiant, positif et de pérennité, être assez bref pour éviter le recours à un acronyme, une modification ou une déformation, respecter les règles d'usage de la langue française et de toponymie, ne doit pas porter à confusion avec le nom du Centre de services scolaire des Phares ou d'un autre établissement de sa région et finalement ne doit pas être un nom d'une personne vivante ou décédée.

Il est possible de participer jusqu'au 26 avril, à 16h, au <https://lab-ecole.cssphares.gouv.qc.ca/concourscole/>.

L'école primaire de Saint-Mathieu-de-Rioux inaugure son labo créatif - Le Journal L'Horizon



(Alexandre D'Astous)-L'équipe de l'école primaire l'Oiseau Chanteur de Saint-Mathieu-de-Rioux a inauguré ce jeudi son laboratoire créatif installé dans un local fraîchement rénové.

Les élèves ont accès à des outils numériques, robotiques et artistiques pour réaliser divers projets. La présence du labo créatif permet aux enseignantes Mélissa Couillard et Marie-Pierre Gauthier d'apprendre selon une approche pédagogique innovante axée sur la collaboration et l'autonomie. Caroline Damboise, chercheur en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Rimouski est venue épauler l'équipe-école dans ce projet qui permet à 29 jeunes d'apprendre autrement.

Plus de détails dans l'édition papier du mois de mai de l'Horizon des Basques.

Photo: Louis et Éthan ont présenté leur projet de robots combattants qu'ils ont conçu grâce à la robotique. (Photo Alexandre D'Astous)

Le décrochage scolaire dans Lanaudière coûte 1,87 G\$ par an



C'est un véritable électrochoc que le professeur d'économie et chercheur à l'Institut de recherche sur les PME à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Frédéric Laurin, a lancé aux convives présents à l'auditorium de l'école secondaire l'Érablière à Saint-Félix-de-Valois, lors sa conférence sur le décrochage scolaire et ses impacts économiques sur la région.

Il a durant celle-ci présenté les résultats de sa recherche, et le moins que l'on puisse dire, c'est que les chiffres sont alarmants. Indiquant qu'une personne sans diplôme perd 19 700 \$ par année et que 36 100 Lanaudois sont sans diplôme, la région perd potentiellement environ 874,1 M\$ par année.

De plus, il en coûte également au gouvernement 1,14 G\$ dans les domaines notamment de la santé (527 M\$), de l'aide sociale (275 M\$) et de l'assurance-emploi (180 M\$).

Dans Lanaudière, 12,5% de la population n'a pas de diplôme, se classant au 11^e rang au Québec, alors que la moyenne de la province est de 9,7%. Son indice de littéracie est de 55,9% et se classe au 13^e rang, alors que la moyenne provinciale est de 17,7%. Un niveau 3 de littéracie équivaut à être fonctionnel professionnellement.

D'autres statistiques des personnes non-diplômées ont fait réagir la salle. M. Laurin a fait savoir que 7,2% d'entre elles sont sur le chômage, 44% vivent de l'aide sociale, que leur espérance de vie est de 6 à 9 ans plus courte et que son taux de délinquance est 4 fois plus élevé que ceux avec diplôme (12% contre 3%).

Dans un survol de leur personnalité, le professeur a souligné qu'elles ont une faible estime de soi, une fragilité psychologique, de la difficulté à adopter de saines habitudes de vie, sont exclues

socialement et vivent dans la pauvreté. Elles participent moins socialement, arrivant dernière en ce qui a trait au bénévolat, au don de sang et à l'exercice de son droit de vote.

En conclusion, M. Laurin a fait savoir que tous les acteurs sociaux ont un rôle à jouer, que ce soit les différents paliers de gouvernement, les écoles, les organismes et les municipalités. Des pistes de solutions ont été proposées, par exemple d'effectuer des interventions auprès des parents pour le développement de compétences spécifiques, comme la littéracie et la gestion des émotions, ainsi que de sensibiliser les employeurs à l'importance de l'éducation et à une saine conciliation études-travail en vue de se doter d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée.

Communiqué (s)



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

Découvrez les lauréats locaux du Défi OSEntreprendre qui défendront les honneurs du CSSHBO

22 avril 2024

Le 4 avril dernier se tenait, aux Galeries de Maniwaki, la présentation des projets OSEntreprendre pour le secteur de Maniwaki. Pour l'occasion, des élèves de la Cité étudiante de la Haute-Gatineau, de l'école Le Rucher et du Centre d'éducation des adultes étaient réunis pour présenter leurs projets entrepreneuriaux au grand public.

C'est à cette occasion que les lauréats locaux du Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais ont été dévoilés. Les lauréats locaux passeront à l'étape de la sélection régionale dont les gagnants seront connus le 23 avril prochain. C'est avec une grande fierté que nous vous dévoilons les lauréats locaux du volet scolaire de la 26^e édition du Défi OSEntreprendre.

Catégorie préscolaire

- Les petits jardiniers du pavillon Sainte-Marie d'Otter Lake;
- L'escouade zéro déchet du pavillon Sainte-Anne de Campbell's Bay.

Catégorie 1er cycle du primaire

- Étiquettes de Noël du pavillon Sacré-Cœur de Gracefield.

Catégorie 2e cycle du primaire

- Opération sauver le monde, pourquoi pas ? du pavillon Reine-Perrault de Blue Sea;
- Tournesol en vedette du pavillon Notre-Dame-de-Grâce de Bouchette.

Catégorie 3e cycle du primaire

- Les petites idées savonneuses du pavillon Laval de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau.

Catégorie adaptation scolaire niveau primaire

- La cuisine des libellules du pavillon Poupore de Fort-Coulonge.

Catégorie 1er cycle du secondaire

- La légende de Rosaire de la Cité étudiante de la Haute-Gatineau de Maniwaki.

Catégorie 2e cycle du secondaire

- Érablière ESSC de l'école secondaire Sieur-de-Coulonge de Mansfield-et-Pontefract.

Catégorie adaptation scolaire niveau secondaire et éducation des adultes

- Concours : une soupe presque parfaite du pavillon Saint-Eugène de Déléage.

Finalement, quatre (4) projets ont reçu une mention spéciale locale :

- Les petites chefs du pavillon Laval de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau (2e cycle du primaire);
- Marché des artisans, donnez au suivant du pavillon Saint-Boniface de Bois-Franc (3e cycle du primaire);
- Parade de Noël de la Cité étudiante de la Haute-Gatineau de Maniwaki (1er cycle du secondaire);
- Studio Mustangs - Le journal de la CÉHG de la Cité étudiante de la Haute-Gatineau de Maniwaki (2e cycle du secondaire).

Le volet scolaire du Défi OSEntreprendre soutient le développement de l'esprit d'entreprendre en mettant en lumière les élèves qui réalisent des projets entrepreneuriaux. Cette année, pour l'ensemble des établissements du Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais, ce sont 51 projets qui ont été déposés.

Les présentations des projets pour les secteurs de Gracefield et du Pontiac auront lieu :

- Le 25 avril, entre 14 h et 17 h 30, à la médiathèque de l'école secondaire Sieur-de-Coulonge à Mansfield-et-Pontefract;
- Le 9 mai 2024, entre 10 h 30 et 13 h 30, au pavillon Sacré-Cœur de Gracefield.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

331, rue du Couvent
Maniwaki Québec
Canada J9E 1H5

🌐 www.cshbo.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Le CSSMB célèbre le jour de la Terre avec des engagements significatifs pour l'environnement et l'éducation

22 avril 2024

Le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) est fier d'annoncer une série d'initiatives significatives visant à promouvoir le développement durable au sein de ses établissements.

NOUVELLE FORMATION INNOVANTE

Le CSSMB, en partenariat avec l'École de technologie supérieure (ÉTS), lance une nouvelle formation sur les grands enjeux environnementaux destinée à son personnel enseignant. À partir du 1er mai, cette formation novatrice leur permettra d'obtenir des outils essentiels pour aborder ces sujets cruciaux en classe, et ce, aux secteurs des jeunes et des adultes. Le projet qui a comme objectif de former plusieurs pédagogues sur la question d'ici juin 2025, a reçu un soutien substantiel du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), soit une bourse de 100 000 \$, soulignant ainsi l'importance accordée à l'éducation aux changements climatiques.

« Notre communauté est très sensible aux enjeux de développement durable et d'écocitoyenneté. Le CSSMB est fier de s'être doté d'une *Politique de développement durable* et ce, depuis 2010 », déclare Alain Lavoie, directeur général adjoint du CSSMB. « Nous continuons de nous mobiliser autour d'une vision commune forte, et avons d'ailleurs incorporé le développement durable à notre récent *Plan d'engagement vers la réussite*. »

UNE PLATEFORME D'ÉVALUATION EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

En parallèle, le CSSMB dévoile sa plateforme d'évaluation du niveau d'engagement en développement durable créée à l'intention de ses écoles, centres de formation professionnelle et centres de formation générale des adultes. Cette plateforme innovante permettra d'évaluer et de renforcer l'engagement de la communauté éducative en faveur du développement durable, favorisant ainsi la mise en oeuvre d'actions au sein des établissements. Concrètement, les établissements pourront gravir différents échelons lorsqu'ils déploieront de nouvelles initiatives liées au développement durable.

« Au CSSMB, nous croyons fermement en l'importance de sensibiliser nos élèves et notre communauté éducative aux enjeux environnementaux », déclare Sandra Stocco, responsable du développement durable au CSSMB. « Ces initiatives témoignent de notre volonté à fournir aux membres de notre personnel les ressources nécessaires pour aborder ces sujets cruciaux en classe, tout en renforçant notre engagement en faveur du développement durable à tous les niveaux de notre organisation. »

En cette journée de la Terre, le CSSMB invite toutes les communautés à se joindre à ses efforts pour promouvoir une culture de durabilité et de responsabilité environnementale. Ensemble, nous pouvons créer un avenir plus vert et plus prometteur pour les générations futures.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys

1100, boul. de la Côte-Vertu

Montréal Québec

Canada H4L 4V1

🌐 www.cssmb.gouv.qc.ca/